

TESTO UFFICIALE
TEXTE OFFICIEL

PARTE SECONDA

ATTI
DEL PRESIDENTE DELLA REGIONE

DEUXIÈME PARTIE

ACTES
DU PRÉSIDENT DE LA RÉGION

Ordonnance n° 201 du 12 mai 2020,

portant nouvelles mesures de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, au sens du troisième alinéa de l'art. 32 de la loi n° 833 du 23 décembre 1978 en matière d'hygiène et de santé publique et retrait de l'ordonnance du président de la Région n° 192 du 3 mai 2020.

(Le texte officiel italien a été publié au Bulletin officiel n° 26 – Édition extraordinaire – du 14 mai 2020).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION

Vu l'art. 32 de la Constitution ;

Vu le Statut spécial pour la Vallée d'Aoste, approuvé par la loi constitutionnelle n° 4 du 26 février 1948 ;

Vu la loi régionale n° 4 du 13 mars 2008 (Réglementation du système régional des urgences médicales) ;

Vu la loi régionale n° 5 du 18 janvier 2001 (Mesures en matière d'organisation des activités régionales de protection civile) ;

Vu la loi régionale n° 7 du 7 mars 1997 (Réglementation de la profession de guide de haute montagne en Vallée d'Aoste) ;

Vu la loi régionale n° 29 du 4 août 2010 (Dispositions en matière de commissions locales des avalanches) ;

Vu la loi n° 833 du 23 décembre 1978 (Institution du service sanitaire national), et notamment son art. 32, qui statue que le ministre de la santé peut prendre des ordonnances extraordinaires et urgentes en matière d'hygiène, de santé publique et de police vétérinaire qui sont applicables sur l'ensemble du territoire national ou sur une partie de celui-ci comprenant plusieurs régions, et que le président de la Région et les syndicats peuvent prendre des ordonnances extraordinaires et urgentes dans lesdits domaines qui sont applicables, respectivement, sur le territoire de la région, ou sur une partie de celui-ci comprenant plusieurs communes, et sur le territoire communal ;

Vu la délibération du Conseil des ministres du 31 janvier 2020 déclarant, pour l'ensemble du territoire national, l'état d'urgence du fait du risque sanitaire lié à l'apparition de pathologies dérivant d'agents viraux transmissibles, pour une durée de six mois ;

Rappelant :

- le décret du président du Conseil des ministres du 25 février 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, portant mesures urgentes en matière de limitation et de gestion de l'épidémie de COVID-19) ;
- le décret du président du Conseil des ministres du 1^{er} mars 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, portant mesures urgentes en matière de limitation et de gestion de l'épidémie de COVID-19) ;
- le décret du président du Conseil des ministres du 4 mars 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, portant mesures urgentes en matière de limitation et de gestion de l'épidémie de COVID-19, applicables sur l'ensemble du territoire national) ;

- le décret du président du Conseil des ministres du 8 mars 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, portant mesures urgentes en matière de limitation et de gestion de l'épidémie de COVID-19) ;
- le décret du président du Conseil des ministres du 9 mars 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, portant mesures urgentes en matière de limitation et de gestion de l'épidémie de COVID-19, applicables sur l'ensemble du territoire national) ;
- le décret du président du Conseil des ministres du 11 mars 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, portant mesures urgentes en matière de limitation et de gestion de l'épidémie de COVID-19, applicables sur l'ensemble du territoire national) ;
- l'ordonnance du ministre de la santé du 20 mars 2020 (Nouvelles mesures urgentes en matière de limitation et de gestion de l'épidémie de COVID-19 applicables sur l'ensemble du territoire national) ;
- le décret du président du Conseil des ministres du 22 mars 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, portant mesures urgentes en matière de limitation et de gestion de l'épidémie de COVID-19, applicables sur l'ensemble du territoire national) ;
- l'ordonnance du ministre de la santé, prise de concert avec la ministre de l'intérieur, du 22 mars 2020 (Nouvelles mesures urgentes en matière de limitation et de gestion de l'épidémie de COVID-19 applicables sur l'ensemble du territoire national) ;
- le décret du ministre du développement économique du 25 mars 2020 (Modification de la liste des codes visés à l'annexe 1 du décret du président du Conseil des ministres du 22 mars 2020) ;
- le décret du président du Conseil des ministres du 1^{er} avril 2020 (Dispositions d'application du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020, portant mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19, applicables sur l'ensemble du territoire national) ;
- le décret du président du Conseil des ministres du 10 avril 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020, portant mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19, applicables sur l'ensemble du territoire national) ;

Vu le décret-loi n° 18 du 17 mars 2020 (Mesures pour renforcer le Service sanitaire national et pour soutenir économiquement les familles, les travailleurs et les entreprises du fait de l'épidémie de COVID-19), publié au journal officiel de la République italienne n° 70 du 17 mars 2020 et converti, avec modifications, en la loi n° 2 du 24 avril 2020 ;

Vu le décret-loi n° 19 du 25 mars 2020 (Mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19), publié au journal officiel de la République italienne n° 79 du 25 mars 2020, au sens duquel les dispositions du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, converti, avec modifications, par la loi n° 13 du 5 mars 2020, sont abrogées, sans préjudice des effets produits et des actes pris aux termes des décrets et des ordonnances adoptés en application dudit décret-loi ou de l'art. 32 de la loi n° 833/1978, alors que les mesures adoptées par les décrets du président du Conseil des ministres des 8, 9, 11 et 22 mars 2020 demeurent applicables dans les délais initialement prévus et dans la mesure où elles sont encore en vigueur ;

Considérant que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré, le 11 mars dernier, que la flambée de COVID-19 constitue une pandémie et, donc, une urgence publique d'envergure internationale ;

Rappelant l'ordonnance du président de la Région n° 192 du 3 mai 2020 (Nouvelles mesures de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, au sens du troisième alinéa de l'art. 32 de la loi n° 833 du 23 décembre 1978 en matière d'hygiène et de santé publique et retrait des ordonnances n° 111 du 15 mars 2020, n° 116 du 19 mars 2020, n° 117 du 22 mars 2020, n°

139 du 4 avril 2020, n° 153 du 10 avril 2020, n° 154 du 14 avril 2020, n° 160 du 19 avril 2020, n° 161 du 19 avril 2020, n° 171 du 21 avril 2020, n° 181 du 24 avril 2020, n° 182 du 25 avril 2020 et n° 183 du 27 avril 2020) ;

Vu le décret du président du Conseil des ministres du 26 avril 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, portant mesures urgentes en matière de limitation et de gestion de l'épidémie de COVID-19, applicables sur l'ensemble du territoire national) ;

Considérant qu'au sens du DPCM du 26 avril 2020, et notamment :

- de la lettre a) du premier alinéa de son art. 1^{er}, le déplacement des personnes physiques est uniquement autorisé pour des impératifs professionnels, des cas de nécessité, des motifs de santé ou la nécessité de visiter des parents, à condition que soient respectées l'interdiction de tout rassemblement de personnes, l'obligation de garder une distance de sécurité d'au moins un mètre et l'obligation d'utiliser des dispositifs de protection des voies respiratoires ; en tout état de cause, il est interdit à toute personne physique de se déplacer, par tout moyen de transport public ou particulier, dans une région autre que celle où elle se trouve actuellement, sauf pour des impératifs professionnels dûment vérifiés et absolument urgents, pour des motifs de santé ou pour regagner son domicile, son habitation ou sa zone de résidence ;
- des lettres d) et e) du premier alinéa de son art. 1^{er}, toute forme de rassemblement de personnes est interdite dans les lieux publics et privés, les syndicats pouvant fermer temporairement les aires où il s'avérerait impossible de garantir autrement le respect de l'interdiction en cause (lettre d) ; l'accès du public aux parcs, aux villas et aux jardins publics est subordonné au respect rigoureux de l'interdiction en cause ainsi que de l'obligation de garder une distance de sécurité d'un mètre au moins entre les personnes, les syndicats pouvant fermer temporairement les aires où il s'avérerait impossible de garantir autrement le respect des dispositions en question ; les jardins d'enfants sont toujours fermés (lettre e) ;
- de la lettre f) du premier alinéa de son art. 1^{er}, les activités ludiques et récréatives en plein air sont interdites, alors que les activités sportives ou motrices en plein air sont autorisées à condition qu'elles soient pratiquées par des personnes seules ou, en cas de mineurs ou de personnes non totalement indépendantes, avec un accompagnateur et qu'une distance de sécurité d'au moins deux mètres pour les activités sportives et un mètre pour les autres activités soit respectée ;
- de la lettre u) du premier alinéa de son art. 1^{er}, l'activité des gymnases, des centres de sports, des piscines et des centres de natation, des centres de remise en forme, des centres thermaux (sauf pour ce qui est des prestations fournies au titre des niveaux essentiels d'assistance), ainsi que des centres culturels, sociaux ou de loisirs reste suspendue ;
- de la lettre z) du premier alinéa de son art. 1^{er}, la vente au détail reste suspendue, sauf pour ce qui est des activités de vente de denrées alimentaires et de biens de première nécessité visées à l'annexe 1 et exercées tant dans les commerces de proximité que dans les grandes et les moyennes surfaces (des centres commerciaux ou non), à condition que les clients puissent accéder uniquement aux espaces y afférents : les marchés restent fermés, indépendamment des activités qui y sont exercées, sauf pour ce qui est des activités de vente de denrées alimentaires ; les marchands de journaux, les bureaux de tabac, les pharmacies et les parapharmacies restent ouverts. En tout état de cause, la distance de sécurité d'un mètre au moins doit être respectée ;
- de la lettre aa) du premier alinéa de son art. 1^{er}, l'activité des services de restauration (y compris des bars, pubs, restaurants, glaciers et pâtisseries) est suspendue, sauf s'il s'agit de restaurants ou de traiteurs d'entreprise assurant leur service de façon continue au sens d'une convention et garantissant le respect de la distance de sécurité d'un mètre au moins, de services de restauration avec livraison à domicile respectant les dispositions hygiéniques et sanitaires tant lors de la préparation que lors du transport des plats, ou de services de vente de plats à emporter ; l'obligation de respecter la distance de sécurité d'un mètre au moins et l'interdiction de consommer les produits dans les locaux de vente ou à proximité de ceux-ci demeurent valables ;
- de la lettre dd) du premier alinéa de son art. 1^{er}, les exploitants des commerces dont l'activité n'est pas suspendue sont tenus d'assurer le respect de la distance de sécurité d'un mètre au moins entre les personnes, l'accès échelonné des clients et la présence de ces derniers dans les locaux de vente pendant le temps strictement nécessaire aux achats ; l'application des mesures visées à l'annexe 5 du décret est recommandée ;

- de la première phrase du premier alinéa de son art. 2, toutes les activités de production industrielle et commerciale sont suspendues sur l'ensemble du territoire national, à l'exception de celles correspondant aux codes visés à l'annexe 3, dont la liste peut être modifiée par décret du ministre du développement économique, le ministre de l'économie et des finances entendu ;
- du deuxième alinéa de son art. 2, les activités productives suspendues au sens de l'article en cause peuvent continuer d'être exercées à distance (travail mobile ou autre) ;
- du troisième alinéa de son art. 2, les activités nécessaires pour garantir les services d'utilité publique et les services essentiels au sens de la loi n° 146 du 12 juin 1990 sont toujours autorisées, sans préjudice des dispositions de l'art. 1^{er} du décret du président du Conseil des ministres en cause concernant les musées et les autres établissements et lieux de la culture, ainsi que les services liés à l'éducation ;
- du sixième alinéa de son art. 2, les entreprises dont l'activité n'est pas suspendue doivent respecter le protocole d'entente visé à l'annexe 6, signé le 24 avril 2020 par le Gouvernement et les partenaires sociaux en vue de réglementer les mesures pour contrer et limiter la diffusion de la COVID-19 sur les lieux de travail, ainsi que, dans la mesure où ils sont applicables, le protocole d'entente visé à l'annexe 7, signé le 24 avril 2020 par la ministre des infrastructures et des transports, la ministre du travail et des politiques sociales et les partenaires sociaux en vue de réglementer les mesures pour limiter la diffusion de la COVID-19 sur les chantiers, ou le protocole d'entente visé à l'annexe 8, signé le 20 mars 2020 en vue de réglementer les mesures pour limiter la diffusion de la COVID-19 dans le secteur des transports et de la logistique, compte tenu du fait qu'à défaut d'application des protocoles en cause, si des niveaux de protection suffisants ne sont pas garantis, l'activité est suspendue tant que les conditions de sécurité ne sont pas rétablies ;

Considérant qu'à compter du 4 mai 2020, délai d'application initialement prévu pour le DPCM du 26 avril 2020, la réglementation des secteurs visés aux dispositions susmentionnées subit les mises à jour et les modifications précédemment établies ;

Considérant qu'au vu des données fournies par les autorités sanitaires et des prévisions sur la poursuite de la contagion, selon lesquelles le taux de reproduction de base du virus (R0) a progressivement diminué, il ne s'avère pas nécessaire, pour l'heure, de prendre des dispositions restrictives au sens du premier alinéa de l'art. 3 du DL n° 19/2020 supplémentaires par rapport aux dispositions du DPCM du 26 avril 2020 concernant les activités susmentionnées ;

Considérant, par ailleurs, qu'il s'avère nécessaire de prendre des mesures concernant les autres matières faisant l'objet de la présente ordonnance en vue, entre autres, de les adapter à la situation du territoire valdôtain et de redéfinir partiellement les dispositions de l'ordonnance n° 192/2020 ;

Considérant qu'il y a toujours lieu de conjuguer raisonnablement le principe de la protection de la santé, qui reste prééminent, et celui de la protection du tissu économique et social valdôtain, compte tenu de l'évolution de la crise épidémiologique, ainsi que des caractéristiques et des particularités régionales ;

Considérant que les activités, sportives ou autres, en plein air sont les moins dangereuses pour la population du point de vue du risque de contagion, à condition que les distances de sécurité soient respectées, et que la pratique des activités motrices représente un élément important de protection de la santé ;

Considérant que les activités nécessaires pour garantir les services d'utilité publique comprennent celles exercées par les guides de haute montagne inscrits au tableau professionnel visé à la LR n° 7/1997 en vue, entre autres, de la gestion des risques hydrogéologiques et des relevés nivologiques pour la prévention des avalanches au profit des structures régionales compétentes ou en tant que membres des commissions locales des avalanches au sens de la LR n° 29/2010, ainsi que les activités liées aux secours en montagne et toutes celles exercées dans le cadre du système régional de protection civile régi par la LR n° 5/2001 ;

Considérant qu'à défaut de vaccin et de traitement pharmacologique spécifique, la communauté scientifique considère l'éloignement social comme le principal moyen de prévention de la contagion, avec quelques autres mesures de précaution ;

Considérant que les situations de fait et de droit exposées et motivées ci-dessus répondent aux conditions de nécessité extraordinaire et urgente de protection de la santé publique ;

Sur proposition de l'Unité de crise,

ordonne

1. À compter du 13 mai 2020, l'ordonnance du président de la Région n° 192 du 3 mai 2020 est retirée.
2. Les mesures prévues par l'ordonnance retirée au sens du point 1 sont redéfinies comme suit :

DÉPLACEMENTS

Sont uniquement autorisés les déplacements pour des impératifs professionnels dûment vérifiés, des cas de nécessité ou des motifs de santé. Les déplacements pour visiter des parents sont autorisés, à condition que soient respectées l'interdiction de tout rassemblement de personnes, l'obligation de garder d'une distance de sécurité d'au moins un mètre et l'obligation d'utiliser des dispositifs de protection des voies respiratoires. Les déplacements sur le territoire régional sont autorisés aux fins des activités et pour les raisons admises au sens du décret du président du Conseil des ministres du 26 avril 2020 et de la présente ordonnance. En tout état de cause, il est interdit à toute personne physique de se déplacer, par tout moyen de transport public ou particulier, dans une région autre que celle où elle se trouve actuellement, sauf pour des impératifs professionnels dûment vérifiés et absolument urgents, pour des motifs de santé ou pour regagner son domicile, son habitation ou sa zone de résidence. Le propriétaire d'une habitation autre que sa résidence principale ou son domicile (résidence secondaire) ou le titulaire de tout droit sur une telle habitation, ainsi que les personnes vivant sous le même toit que ceux-ci peuvent la rejoindre, seuls ou ensemble, à condition que l'habitation en cause se trouve sur le territoire régional et que le déplacement soit dicté par des motifs justifiés tels que des exigences de sécurité, d'entretien ou de contrôle.

ACCÈS AUX PARCS ET AUX JARDINS PUBLICS

Les jardins d'enfants restent fermés. L'accès aux parcs et aux jardins publics est subordonné au respect rigoureux de l'interdiction de rassemblement des personnes ainsi que de l'obligation de garder une distance de sécurité d'un mètre au moins entre celles-ci, les syndicats pouvant fermer temporairement les aires où il s'avérerait impossible de garantir autrement le respect des dispositions en question.

GUIDES DE HAUTE MONTAGNE

Les activités nécessaires pour garantir les services d'utilité publique comprennent les activités exercées par les guides de haute montagne inscrits au tableau professionnel visé à la loi régionale n° 7 du 7 mars 1997 en vue, entre autres, de la gestion des risques hydrogéologiques et des relevés nivologiques pour la prévention des avalanches au profit des structures régionales compétentes ou en tant que membres des commissions locales des avalanches au sens de la loi régionale n° 29 du 4 août 2010, ainsi que les activités liées aux secours en montagne et toutes celles exercées dans le cadre du système régional de protection civile régi par la loi régionale n° 5 du 18 janvier 2001.

Par ailleurs, les guides de haute montagne au sens de la LR n° 7/1997 inscrits au tableau professionnel y afférent et dotés de la carte personnelle visée à l'art. 8 de ladite loi sont autorisés à effectuer leurs entraînements d'escalade en solo ou, si des raisons de sécurité l'exigent et à condition que les distances de sécurité soient respectées, en couple, aux fins du maintien de la préparation athlétique et technique qui leur est nécessaire pour garantir la sécurité en montagne.

Pour les raisons évoquées ci-dessus, sont également autorisés les cours d'habilitation technique à l'exercice de la profession ceux de recyclage professionnel visés respectivement à l'art. 11 et à l'art. 12 de la LR n° 7/1997, à condition que les groupes de participants soient composés de six aspirants au maximum, plus l'instructeur.

Lors de la pratique des activités ci-dessus, une distance de sécurité d'au moins deux mètres doit être respectée ; lorsque la nature de l'activité ne permet pas de respecter ladite distance, les intéressés doivent utiliser des dispositifs de protection des voies respiratoires. Tous les jours, avant le début de toute activité, les participants aux cours déclarent sur l'honneur que leur température a bien été prise, d'une manière autonome ou non, et qu'elle ne dépasse pas 37,5 °C.

GUIDES DE LA NATURE, ACCOMPAGNATEURS DE TOURISME ÉQUESTRE ET MONITEURS DE VÉLO TOUT TERRAIN (VTT)

À titre expérimental et en vue du démarrage de la saison d'été, les guides de la nature, les accompagnateurs de tourisme équestre et les moniteurs de VTT visés à loi régionale n° 1 du 21 janvier 2003, habilités à exercer leur profession et inscrits aux tableaux professionnels régionaux institués au sens de l'art. 7 de ladite loi sont autorisés à exercer leur activité à condition que soient respectées les distances de sécurité de deux mètres, dans le cas des randonnées avec des guides de la nature, ou de cinq mètres, dans le cas des randonnées avec des accompagnateurs de tourisme équestre ou des moniteurs de vélo tout terrain. Les groupes participant aux randonnées peuvent être com-

posés de quatre personnes au maximum, plus le guide/accompagnateur/moniteur. Les rassemblements de personnes sont toujours interdits, aussi bien dans l'exercice des activités en cause que pendant les phases préliminaires de celles-ci, y compris pendant la constitution des groupes.

ACTIVITÉS MOTRICES ET SPORTIVES

Les activités ludiques et récréatives en plein air demeurent interdites, alors que les activités sportives ou motrices en plein air sont autorisées à condition qu'elles soient pratiquées par des personnes seules ou, en cas de mineurs ou de personnes non totalement indépendantes, avec un accompagnateur et qu'une distance de sécurité d'au moins deux mètres pour les activités sportives et un mètre pour les autres activités soit respectée. Sont considérés comme des activités sportives les entraînements individuels des pratiquants de toute discipline, y compris, à titre d'exemples non exhaustifs, la course, la marche, le cyclisme et la pêche.

Les pratiquants en cause peuvent se déplacer par des moyens de transport publics ou particuliers pour atteindre le lieu où ils entendent exercer lesdites activités motrices ou sportives, à condition que ce ne soit pas en dehors du territoire régional.

Les activités sportives individuelles en plein air peuvent, par ailleurs, être pratiquées dans des installations, centres ou terrains de sports, tels que les courts de tennis ou de paddle-tennis (uniquement pour le jeu en simple et non pas en double), les terrains de golf ou de tir à l'arc, les sites de pêche sportive ou les manèges.

L'utilisation des espaces et des services accessoires (salles de gymnastique, lieux de socialisation, bars, restaurants, douches, vestiaires, etc.) est interdite, sans préjudice de l'accès aux lieux de passage et aux toilettes, dont les exploitants doivent constamment garantir la désinfection et le nettoyage à fond suivant les modalités prescrites.

Les exploitants doivent également veiller à l'échelonnement des accès, à l'organisation de parcours adaptés et à l'adoption de toutes les mesures utiles à assurer l'éloignement social et le respect de l'interdiction de rassemblement de personnes, telles que la réservation en ligne ou par téléphone des espaces, l'accès à ceux-ci à tour de rôle et le contrôle des accès et des parcours.

En vue de faciliter le recours à la mobilité alternative plutôt qu'aux moyens de transport publics ou particuliers, l'activité de location de vélos avec livraison à domicile est autorisée à condition que la distance de sécurité d'un mètre et l'interdiction de rassemblement des personnes soient respectées. Lors de la livraison, tout préposé doit utiliser les gants à usage unique et un dispositif de protection des voies respiratoires et ne s'arrêter chez le client que le temps strictement nécessaire.

CONSTRUCTION

L'exercice des activités du secteur de la construction autorisées au sens du DPCM du 26 avril 2020 est subordonné au respect des dispositions du protocole d'entente visé à l'annexe 7 dudit décret, signé le 24 avril 2020 par la ministre des infrastructures et des transports, la ministre du travail et des politiques sociales et les partenaires sociaux en vue de réglementer les mesures pour limiter la diffusion de la COVID-19 sur les chantiers.

COMMERCE DE DÉTAIL – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exercice des activités de commerce de détail autorisées au sens du DPCM du 26 avril 2020 est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- seules les personnes utilisant des dispositifs de protection des voies respiratoires peuvent entrer et circuler dans les locaux de vente ;
- les vendeurs doivent utiliser des gants à usage unique et des dispositifs de protection des voies respiratoires ;
- la superficie sur laquelle se trouvent les éventuels produits dont la vente est actuellement interdite doit être délimitée ;
- l'accès aux locaux de vente doit se faire par une seule entrée ;
- dans les locaux dont la superficie totale de vente est inférieure à 40 mètres carrés, seule une personne à la fois peut être admise

; si la superficie totale de vente dépasse ledit seuil, les personnes admises doivent respecter la distance de sécurité d'un mètre au moins ;

- les mesures nécessaires à garantir le respect de l'interdiction de tout rassemblement de personnes doivent être adoptées ;
- il est conseillé de prendre systématiquement la température du personnel et des clients qui entrent dans les locaux de vente.

VENTE AU DÉTAIL DE PAPIER, CARTON ET ARTICLES DE PAPETERIE, DE LIVRES ET DE VÊTEMENTS POUR ENFANTS ET NOUVEAU-NÉS

L'accès aux locaux de vente au détail de papier, carton et articles de papeterie, de livres et de vêtements, y compris les chaussures, pour enfants et nouveau-nés se fait par une seule entrée ;

dans les locaux susmentionnés dont la superficie totale de vente ne dépasse pas les 40 mètres carrés, seule une personne à la fois peut être admise, sauf dans le cas d'un mineur accompagné ou d'une autre personne nécessitant un accompagnement ; si la superficie totale de vente dépasse ledit seuil, les personnes admises doivent respecter la distance de sécurité d'un mètre au moins ;

les vendeurs et les clients qui circulent dans les locaux de vente de papier, carton et articles de papeterie, de livres et de vêtements pour enfants et nouveau-nés ou dans les parties des locaux de vente réservées aux activités en cause sont tenus d'utiliser des gants et un masque ou tout autre dispositif de protection des voies respiratoires ;

dans les locaux de vente au détail de livres ou dans les parties des locaux de vente réservées à l'activité en cause, un gel désinfectant doit être mis à la disposition des clients à un endroit bien visible ;

il y a lieu de privilégier, en tant que modalité d'achat des livres et des articles de papeterie, l'achat sur commande ;

il est conseillé de prendre systématiquement la température du personnel et des clients qui entrent dans les locaux de vente.

VENTE AU DÉTAIL DE SEMENCES, DE PLANTES ET DE FLEURS ORNEMENTALES, DE PLANTES EN POT, DE FERTILISANTS ET DE PRODUITS SIMILAIRES

La vente au détail de semences, de plantes et de fleurs ornementales, de plantes en pot, de fertilisants et de produits similaires aussi bien dans des locaux que, suivant les dispositions de la présente ordonnance, sur les marchés doit respecter les mesures suivantes :

- lors de la vente au détail de semences, de plantes et de fleurs ornementales, de plantes en pot, de fertilisants et de produits similaires, tout rassemblement de personnes est interdit ;
- l'accès se fait par une seule entrée ;
- dans les lieux de vente dont la superficie totale ne dépasse pas les 40 mètres carrés, seule une personne à la fois peut être admise ; si la superficie totale dépasse ledit seuil, les personnes admises doivent respecter la distance de sécurité d'un mètre au moins ;
- les vendeurs et les clients qui circulent dans les lieux de vente sont tenus d'utiliser des gants à usage unique et des dispositifs de protection des voies respiratoires ;
- dans les lieux de vente ou dans les parties des lieux de vente réservées à l'activité en cause, un gel désinfectant doit être mis à la disposition des clients à un endroit bien visible ;
- il y a lieu de privilégier, en tant que modalité d'achat des produits en cause, l'achat par téléphone ou en ligne, avec livraison

des produits, sur rendez-vous pris par téléphone ou en ligne, au domicile du client ou au lieu de vente ; en cette dernière occurrence, le vendeur fixe les rendez-vous pour le retrait des produits à quinze minutes au mois d'intervalle et en informe les clients par courriel ou par SMS en précisant la date, l'heure et la raison (par exemple : retrait des produits achetés en ligne/par téléphone à la pépinière...) ;

- il est conseillé de prendre systématiquement la température du personnel et des clients qui entrent dans les lieux de vente.

MARCHÉS

Il est interdit d'exercer l'activité de commerce sur les marchés (en plein air) ou dans des halles, ainsi que toute autre forme de vente de denrées alimentaires sur la voie publique ou sur des espaces privés, sauf sur le territoire des Communes dont le syndic a adopté un plan ad hoc remis aux commerçants et prévoyant au moins les mesures suivantes :

- la délimitation de chaque espace de vente sur les marchés ;
- l'aménagement d'une seule entrée et d'une seule sortie, distinctes l'une de l'autre ;
- un service de surveillance public ou privé qui contrôle le respect de la distance de sécurité d'un mètre au moins entre les personnes, de l'interdiction de rassemblement et de l'obligation d'utiliser l'entrée et la sortie établies ;
- l'obligation, pour les vendeurs et pour les acheteurs, d'utiliser des dispositifs de protection des voies respiratoires et des gants à usage unique.

ACTIVITÉS AGRICOLES POUR LA PRODUCTION DE BIENS DESTINÉS À L'AUTOCONSOMMATION

La culture des terrains, même de dimensions réduites, tels que les potagers, les champs, les prés, les vignes et les vergers, l'exploitation de petits élevages et la coupe du bois pour la production de biens destinés à l'autoconsommation sont autorisées, tant dans la commune de résidence qu'en dehors de celle-ci, à condition que l'intéressé déclare sur l'honneur qu'il est le propriétaire ou l'utilisateur des surfaces concernées et qu'il les exploite aux fins susmentionnées, en indiquant également le parcours le plus court entre lesdites surfaces et son domicile.

Pendant l'exercice des activités en cause, tout rassemblement de personnes est interdit. Le nombre maximum de personnes travaillant simultanément sur les surfaces concernées est fixé à deux, s'il s'agit de personnes vivant sous le même toit ; dans tous les autres cas, une seule personne à la fois peut accéder auxdites surfaces.

Si plusieurs parcelles contiguës de dimensions réduites sont exploitées par des personnes distinctes, ces dernières doivent garder une interdistance d'au moins trois mètres et porter des dispositifs de protection des voies respiratoires.

TRANSPORT DES DÉCHETS DÉRIVANT DES ACTIVITÉS AGRICOLES POUR LA PRODUCTION DE BIENS DESTINÉS À L'AUTOCONSOMMATION, DES DÉCHETS DÉRIVANT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MAINTENANCE DES PARCS, DES JARDINS ET DES ESPACES VERTS ET DES DÉCHETS ENCOMBRANTS

Le transport, par les personnes physiques, des déchets végétaux dérivant des activités agricoles pour la production de biens destinés à l'autoconsommation, des déchets dérivant de l'entretien et de la maintenance des parcs, des jardins et des espaces verts et des déchets encombrants aux centres de collecte agréés et territorialement compétents est autorisé dans le respect des conditions suivantes :

- la personne qui transporte des déchets végétaux dérivant de la culture de potagers, champs, prés, vignes ou vergers ou de la gestion de petits élevages pour la production de biens destinés à l'autoconsommation doit déclarer sur l'honneur qu'elle est la propriétaire ou l'utilisatrice des surfaces concernées et qu'elle les exploite aux fins susmentionnées, ainsi que préciser le centre de collecte territorialement compétent et le parcours le plus court entre lesdites surfaces et le centre ;

- la personne qui transporte des déchets végétaux dérivant de l'activité d'entretien et de maintenance de parc, de jardins et d'espaces verts doit déclarer sur l'honneur la raison de son déplacement et le lieu de provenance des déchets, ainsi que le centre de collecte territorialement compétent et le parcours le plus court pour s'y rendre ;
- la personne qui transporte des déchets encombrants doit déclarer sur l'honneur la raison de son déplacement ainsi que le centre de collecte territorialement compétent et le parcours le plus court pour s'y rendre ;
- un seul transport par personne et par semaine est autorisé, sauf dans les cas d'une activité d'entreprise ;
- lors de l'accès aux centres de collecte agréés et de la circulation dans ceux-ci, tout rassemblement de personnes est interdit ;
- afin d'éviter tout rassemblement de personnes, les exploitants des centres de collecte adoptent des règles spécifiques quant aux modalités et aux horaires d'accès ; lesdites règles doivent être portées à la connaissance du public ;
- dans les centres de collecte en cause, les opérateurs et les usagers sont tenus d'utiliser des gants et des dispositifs de protection des voies respiratoires, sans préjudice de l'obligation de respecter la distance de sécurité d'un mètre au moins ;
- les exploitants des centres de collecte doivent privilégier le recours au service à la demande de collecte des déchets encombrants.

VENTE DES PLATS À EMPORTER

Sont autorisés à vendre des plats à emporter les établissements de fourniture d'aliments et de boissons visés à la loi régionale n° 1 du 3 janvier 2006 et les entreprises artisanales et industrielles agréées au sens du règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004, et ce, dans les locaux de production et dans les locaux adjacents à ceux-ci, ainsi que dans les structures agri-touristiques visées à la loi régionale n° 29 du 4 décembre 2006, dans le respect des dispositions suivantes :

- les produits sont retirés suivant des modalités qui permettent d'éviter tout rassemblement de personnes et de garantir le respect de la distance de sécurité entre les clients attendant à l'extérieur du lieu de livraison ;
- dans les locaux de vente, seul un client à la fois peut être admis ; celui-ci doit utiliser des gants à usage unique et un dispositif de protection des voies respiratoires et ne doit s'arrêter que le temps strictement nécessaire au retrait et au paiement des produits achetés ;
- dans les locaux ou dans les parties des locaux réservés à la vente, les vendeurs sont tenus d'utiliser des gants à usage unique et des dispositifs de protection des voies respiratoires et de mettre un gel désinfectant à la disposition des clients à un endroit bien visible ;
- il est interdit de consommer les produits dans les locaux de vente, ainsi qu'à proximité de ceux-ci ;
- il y a lieu de privilégier l'achat sur commande par téléphone ou en ligne et la livraison à domicile ;
- il est conseillé de prendre systématiquement la température du personnel et des clients qui entrent dans les lieux de vente.

SERVICES POUR LES ANIMAUX

Compte tenu des exigences de bien-être des animaux et de sauvegarde de la salubrité des habitations où les personnes cohabitent avec leurs animaux de compagnie, les soins de propreté de ceux-ci sont considérés comme une activité d'intérêt public.

Ils doivent être fournis sur rendez-vous, dans des salons autorisés, sans aucun contact direct entre les personnes qui doivent utiliser, qu'il s'agisse des toiletteurs ou des clients, des gants à usage unique et des dispositifs de protection des voies respiratoires et respecter la distance de sécurité d'un mètre au moins. Il est préférable que les maîtres des animaux laissent ceux-ci chez le toiletteur et reviennent les chercher une fois le toilettage terminé.

Sont également autorisées, suivant les modalités ci-dessus, les autres activités correspondant au code *ATECO* 96.09.04.

L'activité d'entraînement et de dressage des chiens, y compris les chiens guides, peut uniquement être exercée dans les centres spécialisés et dans les aires prévues et autorisées à cet effet. Une seule personne à la fois est admise dans les espaces d'entraînement et de dressage. Le contact direct entre les personnes est interdit. La distance de sécurité d'au moins un mètre et l'obligation d'utiliser des gants et des dispositifs de protection des voies respiratoires doivent être respectées.

L'accès à la fourrière régionale de chiens et chats est autorisée aux fins de l'adoption des animaux sur rendez-vous pris par téléphone ou en ligne. Une seule personne à la fois est admise à condition que la distance de sécurité d'un mètre au moins et l'obligation d'utiliser des gants et un dispositif de protection des voies respiratoire soient respectées.

Le déplacement des préposés aux services en cause est considéré comme un impératif professionnel et celui des propriétaires des animaux comme un cas de nécessité.

Il est conseillé de prendre systématiquement la température du personnel et des clients qui entrent dans les lieux où les services en cause sont fournis.

HÔTELS ET STRUCTURES SIMILAIRES

Les hôtels et les résidences touristiques et hôtelières visés à la loi régionale n° 33 du 6 juillet 1984, les structures d'accueil non hôtelières visées à la loi régionale n° 11 du 29 mai 1996, les centres d'hébergement de plein air visés à la loi régionale n° 8 du 24 juin 2002 et les structures agritouristiques visées à la LR n° 29/2006 peuvent accueillir les personnes qui se déplacent pour des impératifs professionnels absolument urgents ou pour des motifs de santé, ainsi que les personnes résidentes et domiciliées en Vallée d'Aoste prises en charge par les services de première intervention pour les personnes sans habitation. Les personnes hébergées doivent, dans les locaux et les lieux fermés accessibles au public et chaque fois qu'il s'avère impossible de garantir le respect de la distance de sécurité, utiliser des dispositifs de protection des voies respiratoires, sauf s'il s'agit d'enfants âgés de moins de six ans, de personnes souffrant d'un handicap incompatible avec l'utilisation continue des dispositifs en cause et de personnes interagissant avec ceux-ci. L'exercice des activités en cause est subordonné au respect des dispositions du protocole d'entente visé à l'annexe 6 du DPCM du 26 avril 2020 et signé le 24 avril 2020 par le Gouvernement et les partenaires sociaux en vue de réglementer les mesures pour contrer et limiter la diffusion de la COVID-19 sur les lieux de travail. Il est, par ailleurs, conseillé de prendre systématiquement la température du personnel et des clients qui entrent dans les structures en cause.

PETITES ACTIVITÉS ARTISANALES

L'activité des ateliers artisanaux concernant, à titre d'exemples non exhaustifs, la petite charpenterie métallique ou le travail du bois, du verre et de la céramique peut être exercée à condition qu'un maximum de trois personnes (y compris le titulaire) à la fois se trouve dans lesdits ateliers et que les dispositions du protocole d'entente visé à l'annexe 6 du DPCM du 26 avril 2020 et signé le 24 avril 2020 par le Gouvernement et les partenaires sociaux en vue de réglementer les mesures pour contrer et limiter la diffusion de la COVID-19 sur les lieux de travail soient respectées. L'activité des ateliers écoles visés à l'art. 13 de la loi régionale n° 2 du 21 janvier 2003 peut également reprendre, aux mêmes conditions.

La présente ordonnance est valable à compter du 13 mai 2020, jusqu'à nouvel ordre.

Les ordonnances du président de la Région n° 104 du 11 mars 2020, n° 114 du 17 mars 2020, n° 115 du 19 mars 2020, n° 123 du 26 mars 2020 et n° 124 du 27 mars 2020 demeurent applicables.

La violation des dispositions de la présente ordonnance entraîne l'application des sanctions visées à l'art. 4 du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020.

La présente ordonnance est publiée sur le site institutionnel et au Bulletin officiel de la Région. La publication vaut notification individuelle, aux termes de la loi, à toutes les personnes concernées.

La présente ordonnance est transmise, aux fins de l'accomplissement des obligations prévues par la loi, au président du Conseil des ministres et au ministre de la santé, ainsi qu'aux syndicats des Communes valdôtaines et à la Commission extraordinaire de la Commune de Saint-Pierre.

Un recours contre la présente ordonnance peut être introduit auprès du tribunal administratif régional compétent dans les soixante jours qui suivent la date de la notification de celle-ci. Un recours extraordinaire devant le chef de l'État est également possible dans un délai de cent vingt jours.

Fait à Aoste, le 12 mai 2020.

Le président,
Renzo TESTOLIN

Ordonnance n° 203 du 13 mai 2020,

portant nouvelles mesures de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, au sens du troisième alinéa de l'art. 32 de la loi n° 833 du 23 décembre 1978 en matière d'hygiène et de santé publique et modification de l'ordonnance du président de la Région n° 201 du 12 mai 2020.

(Le texte officiel italien a été publié au Bulletin officiel n° 27 – Édition extraordinaire – du 15 mai 2020).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION

Vu l'art. 32 de la Constitution ;

Vu le Statut spécial pour la Vallée d'Aoste, approuvé par la loi constitutionnelle n° 4 du 26 février 1948 ;

Vu la loi régionale n° 4 du 13 mars 2008 (Réglementation du système régional des urgences médicales) ;

Vu la loi régionale n° 5 du 18 janvier 2001 (Mesures en matière d'organisation des activités régionales de protection civile) ;

Vu la loi n° 833 du 23 décembre 1978 (Institution du service sanitaire national), et notamment son art. 32, qui statue que le ministre de la santé peut prendre des ordonnances extraordinaires et urgentes en matière d'hygiène, de santé publique et de police vétérinaire qui sont applicables sur l'ensemble du territoire national ou sur une partie de celui-ci comprenant plusieurs régions, et que le président de la Région et les syndicats peuvent prendre des ordonnances extraordinaires et urgentes dans lesdits domaines qui sont applicables, respectivement, sur le territoire de la région, ou sur une partie de celui-ci comprenant plusieurs communes, et sur le territoire communal ;

Vu la délibération du Conseil des ministres du 31 janvier 2020 déclarant, pour l'ensemble du territoire national, l'état d'urgence du fait du risque sanitaire lié à l'apparition de pathologies dérivant d'agents viraux transmissibles, pour une durée de six mois ;

Rappelant :

- le décret du président du Conseil des ministres du 25 février 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, portant mesures urgentes en matière de limitation et de gestion de l'épidémie de COVID-19) ;
- le décret du président du Conseil des ministres du 1^{er} mars 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, portant mesures urgentes en matière de limitation et de gestion de l'épidémie de COVID-19) ;
- le décret du président du Conseil des ministres du 4 mars 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 6

du 23 février 2020, portant mesures urgentes en matière de limitation et de gestion de l'épidémie de COVID-19, applicables sur l'ensemble du territoire national) ;

- le décret du président du Conseil des ministres du 8 mars 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, portant mesures urgentes en matière de limitation et de gestion de l'épidémie de COVID-19) ;
- le décret du président du Conseil des ministres du 9 mars 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, portant mesures urgentes en matière de limitation et de gestion de l'épidémie de COVID-19, applicables sur l'ensemble du territoire national) ;
- le décret du président du Conseil des ministres du 11 mars 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, portant mesures urgentes en matière de limitation et de gestion de l'épidémie de COVID-19, applicables sur l'ensemble du territoire national) ;
- l'ordonnance du ministre de la santé du 20 mars 2020 (Nouvelles mesures urgentes en matière de limitation et de gestion de l'épidémie de COVID-19 applicables sur l'ensemble du territoire national) ;
- le décret du président du Conseil des ministres du 22 mars 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, portant mesures urgentes en matière de limitation et de gestion de l'épidémie de COVID-19, applicables sur l'ensemble du territoire national) ;
- l'ordonnance du ministre de la santé, prise de concert avec la ministre de l'intérieur, du 22 mars 2020 (Nouvelles mesures urgentes en matière de limitation et de gestion de l'épidémie de COVID-19 applicables sur l'ensemble du territoire national) ;
- le décret du ministre du développement économique du 25 mars 2020 (Modification de la liste des codes visés à l'annexe 1 du décret du président du Conseil des ministres du 22 mars 2020) ;
- le décret du président du Conseil des ministres du 1^{er} avril 2020 (Dispositions d'application du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020, portant mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19, applicables sur l'ensemble du territoire national) ;
- le décret du président du Conseil des ministres du 10 avril 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020, portant mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19, applicables sur l'ensemble du territoire national) ;

Vu le décret-loi n° 18 du 17 mars 2020 (Mesures pour renforcer le Service sanitaire national et pour soutenir économiquement les familles, les travailleurs et les entreprises du fait de l'épidémie de COVID-19), publié au journal officiel de la République italienne n° 70 du 17 mars 2020 et converti, avec modifications, en la loi n° 2 du 24 avril 2020 ;

Vu le décret-loi n° 19 du 25 mars 2020 (Mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19), publié au journal officiel de la République italienne n° 79 du 25 mars 2020, au sens duquel les dispositions du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, converti, avec modifications, par la loi n° 13 du 5 mars 2020, sont abrogées, sans préjudice des effets produits et des actes pris aux termes des décrets et des ordonnances adoptés en application dudit décret-loi ou de l'art. 32 de la loi n° 833/1978, alors que les mesures adoptées par les décrets du président du Conseil des ministres des 8, 9, 11 et 22 mars 2020 demeurent applicables dans les délais initialement prévus et dans la mesure où elles sont encore en vigueur ;

Considérant que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré, le 11 mars dernier, que la flambée de COVID-19 constitue une pandémie et, donc, une urgence publique d'envergure internationale ;

Vu le décret du président du Conseil des ministres du 26 avril 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, portant mesures urgentes en matière de limitation et de gestion de l'épidémie de COVID-19, applicables sur l'ensemble du territoire national) ;

Considérant qu'au sens du décret du président du Conseil des ministres du 26 avril 2020, et notamment :

- de la première phrase du premier alinéa de son art. 2, toutes les activités de production industrielle et commerciale sont suspendues sur l'ensemble du territoire national, à l'exception de celles correspondant aux codes visés à l'annexe 3, dont

la liste peut être modifiée par décret du ministre du développement économique, le ministre de l'économie et des finances entendu ;

- du deuxième alinéa de son art. 2, les activités productives suspendues au sens de l'article en cause peuvent continuer d'être exercées à distance (travail mobile ou autre) ;
- du troisième alinéa de son art. 2, les activités nécessaires pour garantir les services d'utilité publique et les services essentiels au sens de la loi n° 146 du 12 juin 1990 sont toujours autorisées, sans préjudice des dispositions de l'art. 1^{er} du décret du président du Conseil des ministres en cause concernant les musées et les autres établissements et lieux de la culture, ainsi que les services liés à l'éducation ;
- du sixième alinéa de son art. 2, les entreprises dont l'activité n'est pas suspendue doivent respecter le protocole d'entente visé à l'annexe 6, signé le 24 avril 2020 par le Gouvernement et les partenaires sociaux en vue de réglementer les mesures pour contrer et limiter la diffusion de la COVID-19 sur les lieux de travail, ainsi que, dans la mesure où ils sont applicables, le protocole d'entente visé à l'annexe 7, signé le 24 avril 2020 par la ministre des infrastructures et des transports, la ministre du travail et des politiques sociales et les partenaires sociaux en vue de réglementer les mesures pour limiter la diffusion de la COVID-19 sur les chantiers, ou le protocole d'entente visé à l'annexe 8, signé le 20 mars 2020 en vue de réglementer les mesures pour limiter la diffusion de la COVID-19 dans le secteur des transports et de la logistique, compte tenu du fait qu'à défaut d'application des protocoles en cause, si des niveaux de protection suffisants ne sont pas garantis, l'activité est suspendue tant que les conditions de sécurité ne sont pas rétablies ;

Considérant qu'à compter du 4 mai 2020, délai d'application initialement prévu pour le DPCM du 26 avril 2020, la réglementation des secteurs visés aux dispositions susmentionnées subit les mises à jour et les modifications précédemment établies ;

Rappelant l'ordonnance du président de la Région n° 201 du 12 mai 2020 (Nouvelles mesures de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, au sens du troisième alinéa de l'art. 32 de la loi n° 833 du 23 décembre 1978 en matière d'hygiène et de santé publique et retrait de l'ordonnance du président de la Région n° 192 du 3 mai 2020) ;

Considérant que ladite ordonnance prévoit, au sujet des petites activités artisanales, que l'activité des ateliers artisanaux concernant, à titre d'exemples non exhaustifs, la petite charpenterie métallique ou le travail du bois, du verre et de la céramique peut être exercée à condition qu'un maximum de trois personnes (y compris le titulaire) à la fois se trouve dans lesdits ateliers et que les dispositions du protocole d'entente visé à l'annexe 6 du DPCM du 26 avril 2020 et signé le 24 avril 2020 par le Gouvernement et les partenaires sociaux en vue de réglementer les mesures pour contrer et limiter la diffusion de la COVID-19 sur les lieux de travail soient respectées et que l'activité des ateliers écoles visés à l'art. 13 de la loi régionale n° 2 du 21 janvier 2003 peut également reprendre, aux mêmes conditions.

Considérant qu'au vu des données fournies par les autorités sanitaires et des prévisions sur la poursuite de la contagion, selon lesquelles le taux de reproduction de base du virus (R0) a progressivement diminué, il ne s'avère pas nécessaire, pour l'heure, de prendre des dispositions restrictives au sens du premier alinéa de l'art. 3 du décret-loi n° 19/2020 supplémentaires par rapport aux dispositions du DPCM du 26 avril 2020 relatives aux petites activités artisanales qui figurent à l'annexe 3 de celui-ci ;

Considérant qu'il est donc possible de révoquer la mesure supplémentaire de restriction fixée par l'ordonnance du président de la Région n° 201/2020 et prévoyant la présence simultanée de trois personnes au plus, y compris le titulaire, dans les ateliers où sont exercées les activités artisanales visées à l'annexe 3 du DPCM du 26 avril 2020, telles que, à titre d'exemples non exhaustifs, la petite charpenterie métallique et le travail du bois, du verre et de la céramique ;

Considérant qu'il y a lieu de respecter strictement le protocole d'entente visé à l'annexe 6 du DPCM du 26 avril 2020, signé le 24 avril 2020 par le Gouvernement et les partenaires sociaux en vue de réglementer les mesures pour contrer et limiter la diffusion de la COVID-19 sur les lieux de travail ;

Considérant qu'il est opportun de maintenir la mesure de restriction susmentionnée pour ce qui est des ateliers écoles visés à l'art. 13 de la loi régionale n° 2 du 21 janvier 2003 et créés à l'effet de permettre aux jeunes d'apprendre, sous la direction d'un maître artisan, les techniques de production des objets de l'artisanat de tradition ;

Considérant qu'il y a toujours lieu de conjuguer raisonnablement le principe de la protection de la santé, qui reste prééminent, et celui de la protection du tissu économique et social valdôtain, compte tenu de l'évolution de la crise épidémiologique à l'échelon régional ;

Considérant que les situations de fait et de droit exposées et motivées ci-dessus répondent aux conditions de nécessité extraordinaire et urgente de protection de la santé publique ;

Sur proposition de l'Unité de crise,

ordonne

L'ordonnance du président de la Région n° 201 du 12 mai 2020 est modifiée comme suit, pour ce qui est du paragraphe « Petites activités artisanales » du dispositif de ladite ordonnance :

« PETITES ACTIVITÉS ARTISANALES

L'activité des ateliers artisanaux au sens de l'annexe 3 DPCM du 26 avril 2020 et concernant, à titre d'exemples non exhaustifs, la petite charpenterie métallique ou le travail du bois, du verre et de la céramique peut être exercée à condition que les dispositions du protocole d'entente visé à l'annexe 6 dudit DPCM et signé le 24 avril 2020 par le Gouvernement et les partenaires sociaux en vue de réglementer les mesures pour contrer et limiter la diffusion de la COVID-19 sur les lieux de travail soient respectées. L'activité des ateliers écoles visés à l'art. 13 de la loi régionale n° 2 du 21 janvier 2003 est autorisée à condition que les dispositions dudit protocole d'entente soient respectées et qu'un maximum de trois personnes (y compris le maître artisan) à la fois se trouve dans lesdits ateliers. ».

Les ordonnances du président de la Région n° 104 du 11 mars 2020, n° 114 du 17 mars 2020, n° 115 du 19 mars 2020, n° 123 du 26 mars 2020, n° 124 du 27 mars 2020 et n° 201 du 12 mai 2020 (pour les parties non modifiées par la présente ordonnance) demeurent applicables.

La violation des dispositions de la présente ordonnance entraîne l'application des sanctions visées à l'art. 4 du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020.

La présente ordonnance est publiée sur le site institutionnel et au Bulletin officiel de la Région. La publication vaut notification individuelle, aux termes de la loi, à toutes les personnes concernées.

La présente ordonnance est transmise, aux fins de l'accomplissement des obligations prévues par la loi, au président du Conseil des ministres et au ministre de la santé, ainsi qu'aux syndicats des Communes valdôtaines et à la Commission extraordinaire de la Commune de Saint-Pierre.

Un recours contre la présente ordonnance peut être introduit auprès du tribunal administratif régional compétent dans les soixante jours qui suivent la date de la notification de celle-ci. Un recours extraordinaire devant le chef de l'État est également possible dans un délai de cent vingt jours.

Fait à Aoste, le 13 mai 2020.

Le président,
Renzo TESTOLIN

**ATTI
DEGLI ASSESSORI REGIONALI**

**ASSESSORATO
DELL'AMBIENTE, RISORSE NATURALI
E CORPO FORESTALE**

Decreto 4 maggio 2020, n. 4.

Apertura della pesca – anno 2020.

**ACTES
DES ASSESSEURS RÉGIONAUX**

**ASSESSORAT
DE L'ENVIRONNEMENT, DES RESSOURCES
NATURELLES ET DU CORPS FORESTIER**

Arrêté n° 4 du 4 mai 2020,

portant ouverture de la saison de pêche 2020.

L'ASSESSORE ALL'AMBIENTE,
RISORSE NATURALI E CORPO FORESTALE

Omissis

decreta

Art.1

A far data dal 9 maggio 2020 è consentita l'attività di pesca nelle acque libere e nelle riserve a gestione privata del territorio della Regione Autonoma Valle d'Aosta come regolamentata dal calendario ittico 2020 approvato con proprio decreto n. 1 del 10/02/2020.

Art. 2

L'attività di pesca deve essere svolta in osservanza delle misure di prevenzione e gestione dell'emergenza epidemiologica da COVID-19.

Art. 3

Copia del presente decreto è trasmesso al Dipartimento legislativo e aiuti di Stato – Affari legislativi e aiuti di Stato per la sua pubblicazione sul Bollettino Ufficiale della Regione.

Quart, 4 maggio 2020

L'Assessore
Albert CHATRIAN

ASSESSORATO
DEL TURISMO, SPORT, COMMERCIO
AGRICOLTURA E BENI CULTURALI

Decreto 4 maggio 2020, n. 1.

Modifica dello statuto del consorzio di miglioramento fondiario "Ru Courtaud", con sede nel Comune di SAINT-VINCENT.

L'ASSESSORE REGIONALE AL TURISMO, SPORT,
COMMERCIO, AGRICOLTURA
E BENI CULTURALI

Omissis

decreta

L'ASSESEUR RÉGIONAL À L'ENVIRONNEMENT,
AUX RESSOURCES NATURELLES
ET AU CORPS FORESTIER

Omissis

arrête

Art. 1^{er}

À compter du 9 mai 2020, la pratique de la pêche dans les eaux libres et dans les réserves privées est autorisée sur le territoire de la Région autonome Vallée d'Aoste conformément aux dispositions du calendrier de la pêche approuvé par l'arrêté n° 1 du 10 février 2020.

Art. 2

La pêche doit être pratiquée dans le respect des mesures de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19.

Art. 3

Le présent arrêté est transmis en copie à la structure « Affaires législatives et aides d'État » du Département législatif et aides d'État aux fins de sa publication au Bulletin officiel de la Région.

Fait à Quart, le 4 mai 2020.

L'assesseur,
Albert CHATRIAN

ASSESSORAT
DU TOURISME, DES SPORTS,
DU COMMERCE, DE L'AGRICULTURE
ET DES BIENS CULTURELS

Arrêté n° 1 du 4 mai 2020,

modifiant les statuts du consortium d'amélioration foncière « Ru Courtaud », dont le siège est situé dans la Commune de SAINT-VINCENT.

L'ASSESEUR RÉGIONAL AU TOURISME, AUX
SPORTS, AU COMMERCE, À L'AGRICULTURE
ET AUX BIENS CULTURELS

Omissis

arrête

Art. 1

L'art. 11 dello statuto del consorzio di miglioramento fondiario "Ru Courtaud", con sede nel comune di Saint-Vincent, è così modificato:

«Art. 11 – 1. Il consiglio direttivo è l'organo esecutivo per l'attuazione delle finalità del consorzio e delle decisioni della assemblea. La carica di consigliere è gratuita.

2. Il consiglio direttivo è composto di nove consorziati.
3. Il consiglio direttivo si compone di tredici membri esclusivamente per la discussione di argomenti concernenti la condotta principale ed il manufatto terminale al Colle di Joux; in tal caso ai nove consiglieri del comma 2 si aggiungono due membri effettivi l'uno nominato dal consorzio di miglioramento fondiario "Rinascita di Émarèse" e l'altro nominato dal Consorzio di miglioramento fondiario "Orbeillaz, Pesan, Quinçod, Arbaz".
4. L'elezione del consiglio direttivo ha luogo a scrutinio segreto. Sono eletti i candidati che hanno ottenuto il maggior numero di voti di preferenza. In caso di parità di voti è eletto il più anziano.
5. Per l'elezione del consiglio direttivo è necessaria la partecipazione della maggioranza dei consorziati. In caso di mancato raggiungimento del numero legale, nella seconda convocazione, l'elezione del consiglio direttivo avviene validamente qualunque sia il numero dei partecipanti. ».

Art. 2

L'art. 23 dello statuto del consorzio di miglioramento fondiario "Ru Courtaud", con sede nel comune di Saint-Vincent, è così modificato:

«Art. 23 – 1. Il diritto di voto spetta ai proprietari degli immobili iscritti nel catasto consortile, salvo quanto stabilito dall'art. 9, comma 6.

2. I verbali delle operazioni elettorali sono pubblicati all'albo pretorio del Comune di Saint-Vincent per quindici giorni consecutivi.
3. E' ammesso l'esercizio del diritto di voto tramite delega scritta, rilasciata ad altro soggetto anche estraneo al consorzio, purché maggiore di età. Nessuno può ricevere più di una delega. La delega deve essere presentata al presidente del comitato elettorale prima dell'inizio della seduta.
4. I genitori possono essere rappresentati dai rispettivi figli maggiorenni e viceversa, senza necessità di presentare delega scritta.».

Art. 1^{er}

L'article 11 des statuts du consortium d'amélioration foncière « Ru Courtaud », dont le siège est situé dans la commune de Saint-Vincent, est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 11 - 1. Il consiglio direttivo è l'organo esecutivo per l'attuazione delle finalità del consorzio e delle decisioni della assemblea. La carica di consigliere è gratuita.

2. Il consiglio direttivo è composto di nove consorziati.
3. Il consiglio direttivo si compone di tredici membri esclusivamente per la discussione di argomenti concernenti la condotta principale ed il manufatto terminale al Colle di Joux; in tal caso ai nove consiglieri del comma 2 si aggiungono due membri effettivi l'uno nominato dal consorzio di miglioramento fondiario "Rinascita di Émarèse" e l'altro nominato dal Consorzio di miglioramento fondiario "Orbeillaz, Pesan, Quinçod, Arbaz".
4. L'elezione del consiglio direttivo ha luogo a scrutinio segreto. Sono eletti i candidati che hanno ottenuto il maggior numero di voti di preferenza. In caso di parità di voti è eletto il più anziano.
5. Per l'elezione del consiglio direttivo è necessaria la partecipazione della maggioranza dei consorziati. In caso di mancato raggiungimento del numero legale, nella seconda convocazione, l'elezione del consiglio direttivo avviene validamente qualunque sia il numero dei partecipanti. »

Art. 2

L'article 23 des statuts du consortium d'amélioration foncière « Ru Courtaud », dont le siège est situé dans la commune de Saint-Vincent, est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 23 -1. Il diritto di voto spetta ai proprietari degli immobili iscritti nel catasto consortile, salvo quanto stabilito dall'art. 9, comma 6.

2. I verbali delle operazioni elettorali sono pubblicati all'albo pretorio del Comune di Saint-Vincent per quindici giorni consecutivi.
3. E' ammesso l'esercizio del diritto di voto tramite delega scritta, rilasciata ad altro soggetto anche estraneo al consorzio, purché maggiore di età. Nessuno può ricevere più di una delega. La delega deve essere presentata al presidente del comitato elettorale prima dell'inizio della seduta.
4. I genitori possono essere rappresentati dai rispettivi figli maggiorenni e viceversa, senza necessità di presentare delega scritta. »

Art. 3

Il presente decreto è pubblicato per estratto sul Bollettino ufficiale della Regione.

Saint-Christophe, 4 maggio 2020.

L'assessore *ad interim*,
Renzo TESTOLIN

**ATTI
DEI DIRIGENTI REGIONALI**

**ASSESSORATO
DELLE FINANZE, ATTIVITÀ
PRODUTTIVE E ARTIGIANATO**

Decreto 6 maggio 2020, n. 440.

Pronuncia di asservimento ed esproprio a favore del Comune di Jovençon degli immobili siti nel Comune di Jovençon, necessari per i lavori di realizzazione di un nuovo pozzo ad uso potabile in località Mattoney e contestuale determinazione dell'indennità provvisoria di asservimento ed esproprio, ai sensi della L.R. n. 11 in data 2 luglio 2004.

IL DIRIGENTE DELLA STRUTTURA
ESPROPRIAZIONI, VALORIZZAZIONE
DEL PATRIMONIO E CASA DA GIOCO

omissis

decreta

1° ai sensi dell'art. 18 della L.R. 2 luglio 2004 n. 11, è pronunciato, a favore del Comune di Jovençon – C.F.: 00101410074, l'asservimento coattivo degli immobili di seguito descritti, siti nel Comune di Jovençon, necessari all'esecuzione dei lavori di realizzazione di un nuovo pozzo ad uso potabile in località Mattoney, determinando, come indicato appresso, la misura dell'indennità provvisoria di asservimento da corrispondere alle ditte sottoriportate:

- 1) QUENDOZ Emilia omissis
Proprietaria per 1/3
QUENDOZ Ettore omissis
Proprietario per 1/6

Art. 3

Le présent arrêté est publié par extrait au Bulletin Officiel de la Région.

Fait à Saint-Christophe, le 4 mai 2020

L'assesseur *ad interim*,
Renzo TESTOLIN

**ACTES
DES DIRIGEANTS DE LA RÉGION**

**ASSESSORAT
DES FINANCES, DES ACTIVITÉS
PRODUCTIVES ET DE L'ARTISANAT**

Acte n° 440 du 6 mai 2020,

portant constitution d'une servitude légale et expropriation, en faveur de la Commune de Jovençon, relativement aux biens immeubles situés sur le territoire de ladite Commune et nécessaires aux travaux de réalisation d'un nouveau puits pour la distribution d'eau potable aux Mattoney, et fixation des indemnités provisoires de servitude et d'expropriation y afférentes, au sens de la loi régionale n° 11 du 2 juillet 2004.

LA DIRIGEANTE DE LA STRUCTURE
« EXPROPRIATIONS, VALORISATION
DU PATRIMOINE ET MAISON DE JEU »

Omissis

décide

1. Aux termes de l'art. 18 de la loi régionale n° 11 du 2 juillet 2004 (Réglementation de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en Vallée d'Aoste), une servitude légale est constituée au profit de la Commune de Jovençon (code fiscal 00101410074) sur les biens immeubles indiqués ci-après, situés sur le territoire de ladite Commune et nécessaires aux travaux de réalisation d'un nouveau puits pour la distribution d'eau potable aux Mattoney ; les indemnités provisoires de servitude à verser aux propriétaires concernés figurent ci-après :

- QUENDOZ Piero omissis
Proprietario per 1/6
QUENDOZ Rosina omissis
Proprietario per 1/3
Fig. 3 n. 813 di mq. 158 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 363,40
- 2) DESAYMONET Luigina omissis
Proprietaria per 1/1
Fig. 3 n. 284 di mq. 51 Zona "Eg1" – Catasto terreni Fig. 3 n. 283 di mq. 44 Zona "Eg1" – Catasto terreni Indennità: € 218,50
- 3) DESAYMONET Diego omissis
Proprietario per 1/1
Fig. 3 n. 287 di mq. 119 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 273,70
- 4) DUCLOS Emile omissis
Proprietario per 1/1
Fig. 3 n. 319 di mq. 50 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 115,00
- 5) LAFFRANC Marisa Sandra omissis
Proprietaria per 1/1
Fig. 3 n. 160 mq. 26 Zona "Eg1" – Catasto terreni Fig. 3 n. 175 mq. 14 Zona "Eg1" – Catasto terreni Indennità: € 92,00
- 6) BIONAZ Livia omissis
Proprietaria per 3/8
LAFFRANC Marisa Sandra omissis
Proprietaria per 5/8
Fig. 3 n. 159 mq. 42 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 96,60
- 7) BIONAZ Livia omissis
Proprietaria per 1/4
LAFFRANC Marisa Sandra omissis
Proprietaria per 3/4
Fig. 3 n. 176 mq. 83 Zona "Eg1" – Catasto terreni Fig. 2 n. 6 mq. 77 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 368,00
- 8) BLANC Alberto omissis
Proprietario per 1/1
Fig. 3 n. 162 mq. 54 Zona "Eg1" – Catasto terreni Fig. 2 n. 23 mq. 20 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 170,20
- 9) COME' Rinaldo omissis
Proprietario per 1/1
Fig. 3 n. 163 mq. 4 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 9,20
- 10) MONTROSSET Bruna Armanda omissis
Proprietaria per 1/1
Fig. 3 n. 155 mq. 42 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 96,60
- 11) DESAYMONET Benedetto omissis
Proprietario per 1/1
Fig. 3 n. 154 mq. 106 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 243,80

- 12) BONOMO Anna Maria omissis
Proprietaria per 1/3

MONTROSSET Elio omissis
Proprietario per 1/3
MONTROSSET Zita omissis
Proprietaria per 1/3
Fg. 3 n. 153 mq. 91 Zona "Eg1" – Catasto terreni Fg. 3 n. 152 mq. 59 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 345,80
- 13) DESAYMONET Franco omissis
Proprietario per 1/1
Fg. 2 n. 570 mq. 15 Zona "Eg1" – Catasto terreni Fg. 2 n. 32 mq. 91 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 243,80
- 14) CURTAZ Vito nato omissis
Proprietario per 1/2
LAFFRANC Marisa Sandra omissis proprietaria per 1/2
Fg. 2 n. 525 mq. 9 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 20,70
- 15) BIONAZ Livia omissis
Proprietaria per 1/2
LAFFRANC Marisa Sandra omissis
Proprietaria per 1/2
Fg. 2 n. 423 mq. 99 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 227,70
- 16) CLOS Giulia omissis
Proprietaria per 1/1
Fg. 2 n. 4 mq. 18 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 41,40
- 17) VIERIN Dino omissis
Proprietario per 1/1
Fg. 2 n. 8 mq. 45 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 103,50
- 18) FERRINO Carlo omissis
Proprietario per 1/1
Fg. 2 n. 9 mq. 88 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 202,40
- 19) PARROCCHIA DI SANT'ORSO IN JOVENÇAN C.F. 91011190070
Proprietaria per 1/1
Fg. 2 n. 12 mq. 17 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 39,10
- 20) MONT FALLERE s.s.
C.F. 01003170071 – Proprietaria per 1/1
Fg. 2 n. 11 mq. 80 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 184,00
- 21) CLOS Bernardo Luigi omissis
Proprietario per 1/8
CLOS François Emile Oscar omissis proprietario per 1/8
CLOS Jean Jacques Philippe Adrien omissis
Proprietario per 1/8

CLOS Jeannine Gabrielle Albine omissis proprietaria per 1/8
CLOS Liliana omissis
Proprietaria per 1/8
CLOS Pierre Alexandre Gaspard Antoine omissis proprietario per 1/8
CLOS René Laurent omissis proprietario per 1/8
CLOS Silvio Giuseppe Benedetto omissis proprietario per 1/8
Fig. 2 n. 13 mq. 37 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 85,10

COMUNE DI JOVENÇAN

2. ai sensi dell'art. 18 della L.R. 2 luglio 2004 n. 11, è pronunciata, a favore del Comune di Jovençan – C.F.: 00101410074, l'espropriazione degli immobili di seguito descritti, siti nel Comune di Jovençan, necessari all'esecuzione dei lavori di realizzazione di un nuovo pozzo ad uso potabile in località Mattoney, determinando, come indicato appresso, la misura dell'indennità provvisoria di esproprio da corrispondere alle ditte sottoriportate:

- 1) ALBERTI Alberto omissis
Proprietario per 1/1
Fig. 1 n. 698 (ex 170/b) di mq. 27 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 189,00
- 2) GUICHARDAZ Maria omissis
Proprietaria per 1/1
Fig. 1 n. 700 (ex 172/d) di mq. 19 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Fig. 1 n. 701 (ex 173/e) di mq. 398 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 2.919,00
- 3) GONTHIER Paolo omissis
Proprietario per 1/1
Fig. 1 n. 706 (ex 174/j) di mq. 15 Zona "Eg1" – Catasto terreni
Indennità: € 105,00

COMUNE DI JOVENÇAN

3. l'esercizio della servitù imposta, a favore del Comune di Jovençan – C.F.: 00101410074, meglio rappresentata nella planimetria allegata che del presente decreto forma parte integrante, consiste nella servitù coattiva di acquedotto interrato, per una larghezza di 1,50 metri per parte dall'asse della tubazione per complessivi metri 3,00 di ampiezza, sui mappali contraddistinti al Comune di Jovençan al Fig. 3 nn. 813, 284, 283, 287, 319, 160, 175, 159, 176, 162, 163, 155, 154, 153, 152, al Fig. 2 nn. 6, 23, 570, 32, 525, 423, 4, 8, 9, 12, 11, 13;
4. il Comune di Jovençan – C.F.: 00101410074 si assume la piena responsabilità per quanto riguarda i diritti di terzi e gli eventuali danni causati dalla costruzione e dall'esercizio della servitù di acquedotto, sollevando l'Amministrazione regionale da qualsiasi pretesa o molestia da parte di terzi che si ritenessero danneggiati;
5. il Comune di Jovençan – C.F.: 00101410074 avrà la facoltà

COMMUNE DE JOVENÇAN

2. Aux termes de l'art. 18 de la LR n° 11/2004, les biens immeubles indiqués ci-après, situés sur le territoire de la Commune de Jovençan et nécessaires aux travaux de réalisation d'un nouveau puits pour la distribution d'eau potable aux Mattoney, sont expropriés en faveur de ladite Commune (code fiscal 00101410074), et les indemnités provisoires d'expropriation à verser aux propriétaires concernés figurent ci-après :

COMMUNE DE JOVENÇAN

3. La servitude en cause, figurant au plan faisant partie intégrante du présent acte et profitant à la Commune de Jovençan (code fiscal 00101410074), consiste en une servitude légale d'aqueduc souterrain d'une largeur totale de 3 mètres (1,5 mètre de chaque côté de l'axe médian de la canalisation) établie sur les parcelles inscrites au cadastre de ladite Commune à la feuille 3, sous les n^{OS} 813, 284, 283, 287, 319, 160, 175, 159, 176, 162, 163, 155, 154, 153 et 152, et à la feuille 2, sous les n^{OS} 6, 23, 570, 32, 525, 423, 4, 8, 9, 12, 11 et 13.
4. La Commune de Jovençan (code fiscal 00101410074) assume la pleine responsabilité pour ce qui est des droits des tiers ou des éventuels dommages causés par la construction et l'exploitation des ouvrages en question, en déchargeant l'Administration régionale de toute prétention ou poursuite de la part des tiers qui s'estimeraient lésés.
5. La Commune de Jovençan (code fiscal 00101410074) est

- di accedere in qualsiasi momento sui fondi asserviti con il proprio personale, o chi per esso, con i mezzi d'opera e di trasporto necessari all'esercizio, alla sorveglianza ed alla manutenzione dell'acquedotto stesso e di compiere i relativi necessari lavori, nel rispetto della fascia asservita;
6. in forza del presente decreto i proprietari dei fondi serventi sono tenuti a non eseguire lavori, coltivazioni o qualsiasi atto, lungo la linea della servitù, che possa rappresentare pericolo o danno per gli impianti, manufatti, apparecchiature o che possano ostacolare il passaggio a terra, diminuire o rendere più scomodo l'uso e l'esercizio della servitù stessa;
 7. il Comune di Jovençon – C.F.: 00101410074, o chi agisca in nome e per conto dello stesso, avrà l'obbligo di risarcire agli aventi diritto gli eventuali danni prodotti alle cose, ai manufatti, alle piantagioni ed ai frutti pendenti causati in occasione dell'esercizio, della sorveglianza e della manutenzione dell'acquedotto stesso e a liquidarli a chi di ragione;
 8. il presente Decreto viene notificato, ai sensi dell'art. 7 – comma 2 e dell'art. 25 della L.R. 2 luglio 2004 n. 11 “Disciplina dell'espropriazione per pubblica utilità in Valle d'Aosta”, ai proprietari dei terreni asserviti ed espropriati, nelle forme degli atti processuali civili unitamente alla dichiarazione per l'eventuale accettazione delle indennità di asservimento ed esproprio;
 9. ai sensi dell'art. 19 – comma 3 l'estratto del presente provvedimento sarà pubblicato sul Bollettino Ufficiale della Regione;
 10. l'esecuzione del Decreto di asservimento ed esproprio ha luogo con la redazione del verbale di immissione nel possesso dei beni asserviti ed espropriati, ai sensi dell'art. 20 – comma 1 della L.R. 2 luglio 2004, n. 11;
 11. ai sensi dell'art. 20 – comma 3 della medesima norma, un avviso contenente l'indicazione dell'ora e del giorno in cui è prevista l'esecuzione del presente provvedimento, sarà notificato all'asservito e all'espropriato almeno sette giorni prima;
 12. il presente provvedimento è registrato e trascritto in termini di urgenza presso i competenti uffici e volturato nei registri catastali a cura dell'amministrazione regionale e a spese dell'amministrazione comunale;
 13. in caso di accettazione o non accettazione delle indennità sarà cura del Comune di Jovençon, beneficiario dell'asservimento e dell'espropriazione, provvedere al pagamento diretto ovvero al deposito dell'indennità stessa, ai sensi degli articoli 27 e 28 della legge regionale 2 luglio 2004, n. 11 e della deliberazione della Giunta regionale n. 646 dell'8 maggio 2015;
 14. adempite le suddette formalità, ai sensi dell'art. 22 – comma
- autorisée à faire accéder à tout moment ses personnels ou toute personne agissant pour son compte à la zone frappée de servitude, avec les moyens qu'elle estime nécessaires à l'exploitation, à la surveillance et à l'entretien de l'aqueduc, ainsi qu'à accomplir tous les travaux nécessaires, dans le respect de ladite servitude.
6. Les propriétaires des fonds servants ne peuvent accomplir, dans la zone frappée de servitude, aucun travail ni acte, ni pratiquer aucune culture susceptible de représenter un danger pour les installations, les ouvrages ou les équipements, ni entraver le libre passage sur le fonds en cause, ni diminuer ni rendre plus incommode l'usage ou l'exercice de la servitude en question.
 7. La Commune de Jovençon (code fiscal 00101410074), ou toute personne agissant au nom et pour le compte de celle-ci, est tenue d'indemniser les ayants droit pour les éventuels dommages causés aux biens, aux ouvrages, aux cultures et aux fruits pendants du fait des travaux d'exploitation, de surveillance et d'entretien de l'aqueduc en cause.
 8. Aux termes du deuxième alinéa de l'art. 7 et de l'art. 25 de la LR n° 11/2004, le présent acte est notifié aux propriétaires des biens expropriés et frappés de servitude, dans les formes prévues pour les actes relevant de la procédure civile, assorti du modèle de déclaration d'acceptation des indemnités.
 9. Aux termes du troisième alinéa de l'art. 19 de la LR n° 11/2004, un extrait du présent acte est publié au Bulletin officiel de la Région.
 10. Aux termes du premier alinéa de l'art. 20 de la LR n° 11/2004, l'établissement du procès-verbal de prise de possession des biens expropriés et frappés de servitude vaut exécution du présent acte.
 11. Aux termes du troisième alinéa de l'art. 20 de la LR n° 11/2004, un avis indiquant le jour et l'heure d'exécution du présent acte est notifié aux propriétaires des biens expropriés et frappés de servitude au moins sept jours auparavant.
 12. Le présent acte est transmis aux bureaux compétents en vue de son enregistrement et de sa transcription, avec procédure d'urgence, et le transfert du droit de propriété est inscrit au cadastre par les soins de l'Administration régionale et aux frais de la Commune de Jovençon.
 13. Aux termes des art. 27 et 28 de la LR n° 11/2004 et de la délibération du Gouvernement régional n° 646 du 8 mai 2015, la Commune de Jovençon, bénéficiaire de la constitution de la servitude et de l'expropriation, pourvoit soit au paiement direct des indemnités, en cas d'acceptation, soit à leur consignation, en cas de refus.
 14. Aux termes du troisième alinéa de l'art. 22 de la LR n°

3, della legge 2 luglio 2004, n. 11, tutti i diritti relativi agli immobili asserviti ed espropriati potranno essere fatti valere esclusivamente sull'indennità;

15. avverso il presente Decreto può essere opposto ricorso al competente Tribunale Amministrativo Regionale entro i termini di legge.

Aosta, 6 maggio 2020

Il Dirigente
Stefania MAGRO

Decreto 11 maggio 2020, n. 441.

Pronuncia di esproprio a favore del Comune di Donnas degli immobili siti nel medesimo comune, necessari ai lavori di realizzazione di un parcheggio, riqualificazione del lavatoio e dell'area circostante in località Rossignod e contestuale determinazione dell'indennità provvisoria di esproprio, ai sensi della L.R. n. 11 in data 2 luglio 2004.

IL DIRIGENTE DELLA STRUTTURA
ESPROPRIAZIONI, VALORIZZAZIONE
DEL PATRIMONIO E CASA DA GIOCO

Omissis

decreta

1°) ai sensi dell'art. 18 della L.R. 2 luglio 2004 n. 11, è pronunciata a favore del Comune di DONNAS - C.F.:00106930076, l'espropriazione degli immobili di seguito descritti, siti nel Comune di Donnas, necessari ai lavori di realizzazione di un parcheggio, riqualificazione del lavatoio e dell'area circostante in località Rossignod, determinando, come indicato appresso, la misura dell'indennità provvisoria di esproprio da corrispondere alle ditte sottoriportate:

1) BERTOLIN Augusta – omissis - Proprietà per ½
CHAPPOZ Vera - omissis - Proprietà per ½

Foglio 25 – mappale 606 (ex 204/b) di mq 212 – zona Ca1 - Catasto Terreni
Indennità: euro 18.698,40

2) CRETAZ Luigia Letizia – omissis- Usufruttuario parziale
ROSSIGNOD Amos fu Gabriele Comproprietario
ROSSIGNOD Amos - omissis Proprietà per 2/7
ROSSIGNOD Consilia fu Gabriele – omissis - Comproprietario
ROSSIGNOD Dosolina fu Gabriele – omissis - Comproprietario
ROSSIGNOD Pasquita - omissis - Comproprietario
ROSSIGNOD Valentino - omissis Comproprietario

Foglio 25 – mappale 233 di mq 33 – zona Ca1 - Catasto Terreni
Indennità: euro 1.584,00

11/2004, à l'issue desdites formalités, les droits relatifs aux biens immeubles expropriés et frappés de servitude sont reportés sur les indemnités y afférentes.

15. Un recours peut être introduit contre le présent acte auprès du tribunal administratif régional compétent dans les délais prévus par la loi.

Fait à Aoste, le 6 mai 2020.

La dirigeante,
Stefania MAGRO

Acte n° 441 du 11 mai 2020,

portant expropriation, en faveur de la Commune de Donnas, des biens immeubles situés sur le territoire de celle-ci et nécessaires aux travaux de réalisation d'un parking à Rossignod et de requalification du lavoir et de la zone environnante, ainsi que fixation des indemnités provisoires d'expropriation y afférentes, aux termes de la loi régionale n° 11 du 2 juillet 2004.

LA DIRIGEANTE DE LA STRUCTURE
« EXPROPRIATIONS, VALORISATION
DU PATRIMOINE ET MAISON DE JEU »

Omissis

décide

1) Aux termes de l'art. 18 de la loi régionale n° 11 du 2 juillet 2004 (Réglementation de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en Vallée d'Aoste), les biens immeubles indiqués ci-après, situés sur le territoire de la Commune de Donnas et nécessaires aux travaux de réalisation d'un parking à Rossignod et de requalification du lavoir et de la zone environnante sont expropriés en faveur de ladite Commune (code fiscal 00106930076) ; les indemnités provisoires d'expropriation à verser aux propriétaires concernés figurent ci-après :

COMUNE CENSUARIO DI DONNAS

- 2°) il presente Decreto viene notificato ai sensi dell'art. 7 – comma 2 e dell'art. 25 della L.R. 2 luglio 2004 n. 11 “Disciplina dell'espropriazione per pubblica utilità in Valle d'Aosta”, ai proprietari dei terreni espropriati, nelle forme degli atti processuali civili unitamente alla dichiarazione dell'eventuale accettazione dell'indennità;
- 3°) in caso di accettazione o non accettazione delle indennità sarà cura del beneficiario dell'espropriazione (Amministrazione comunale di Donnas) provvedere al pagamento diretto ovvero al deposito delle indennità stesse, ai sensi degli art.li 27 e 28 della legge regionale 2 luglio 2004, n. 11 e della deliberazione della Giunta regionale n. 646 dell'8 maggio 2015;
- 4°) ai sensi dell'art. 19 – comma 3, l'estratto del presente provvedimento sarà pubblicato sul Bollettino Ufficiale della Regione;
- 5°) l'esecuzione del Decreto di esproprio ha luogo con la redazione del verbale di immissione nel possesso dei beni espropriati, ai sensi dell'art. 20 – comma 1 della L.R. 2 luglio 2004, n. 11;
- 6°) ai sensi dell'art. 20 – comma 3 della medesima norma, un avviso contenente l'indicazione dell'ora e del giorno in cui è prevista l'esecuzione del presente provvedimento, sarà notificato all'espropriato almeno sette giorni prima a cura e spese dell'amministrazione comunale;
- 7°) il presente provvedimento è registrato e trascritto in termini di urgenza presso i competenti uffici e volturato, ove necessario, nei registri catastali a cura dell'amministrazione regionale e a spese dell'amministrazione espropriante;
- 8°) adempite le suddette formalità, ai sensi dell'art. 22 – comma 3, della legge 2 luglio 2004, n. 11, tutti i diritti relativi agli immobili espropriati potranno essere fatti valere esclusivamente sull'indennità;
- 9°) avverso il presente Decreto può essere opposto ricorso al competente Tribunale Amministrativo Regionale entro i termini di legge.

Aosta, 11 maggio 2020

Il Dirigente
Stefania MAGRO

**DELIBERAZIONI
DELLA GIUNTA
E DEL CONSIGLIO REGIONALE**

GIUNTA REGIONALE

COMMUNE DE DONNAS

- 2) Aux termes du deuxième alinéa de l'art. 7 et de l'art. 25 de la LR n° 11/2004, le présent acte est notifié aux propriétaires des biens expropriés dans les formes prévues pour les actes relevant de la procédure civile, assorti du modèle de déclaration d'acceptation de l'indemnité.
- 3) Aux termes des art. 27 et 28 de la LR n° 11/2004 et de la délibération du Gouvernement régional n° 646 du 8 mai 2015, la Commune de Donnas, bénéficiaire de l'expropriation, pourvoit soit au paiement direct des indemnités, en cas d'acceptation, soit à leur consignation, en cas de refus.
- 4) Aux termes du troisième alinéa de l'art. 19 de la LR n° 11/2004, le présent acte est publié par extrait au Bulletin officiel de la Région.
- 5) Aux termes du premier alinéa de l'art. 20 de la LR n° 11/2004, l'établissement du procès-verbal de prise de possession des biens expropriés vaut exécution du présent acte.
- 6) Aux termes du troisième alinéa de l'art. 20 de la LR n° 11/2004, un avis indiquant le jour et l'heure d'exécution du présent acte est notifié aux propriétaires des biens expropriés au moins sept jours auparavant, par les soins et aux frais de la Commune de Donnas.
- 7) Le présent acte est transmis aux bureaux compétents en vue de son enregistrement et de sa transcription, avec procédure d'urgence, et le transfert du droit de propriété est inscrit au cadastre, par les soins de l'Administration régionale et aux frais de la Commune de Donnas.
- 8) Aux termes du troisième alinéa de l'art. 22 de la LR n° 11/2004, à l'issue desdites formalités, les droits relatifs aux biens immeubles expropriés sont reportés sur les indemnités y afférentes.
- 9) Un recours contre le présent acte peut être introduit auprès du tribunal administratif régional compétent dans les délais prévus par la loi.

Fait à Aoste, le 11 mai 2020.

La dirigeante,
Stefania MAGRO

**DÉLIBÉRATIONS
DU GOUVERNEMENT
ET DU CONSEIL RÉGIONAL**

GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Délibération n° 316 du 29 avril 2020,

portant dispositions d'application de la mesure d'aide en faveur des personnes ayant des enfants à charge visée à l'art. 10 de la loi régionale n° 5 du 21 avril 2020, ainsi que réservation de la dépense y afférente.

(Le texte officiel italien a été publié au Bulletin officiel n° 25 – Édition extraordinaire – du 13 mai 2020).

L'assesseur aux affaires européennes, aux politiques du travail, à l'inclusion sociale et aux transports, Luigi Bertschy, rappelle la loi régionale n° 5 du 21 avril 2020 (Nouvelles mesures régionales urgentes de soutien aux familles, aux travailleurs et aux entreprises du fait de l'état d'urgence épidémiologique provoqué par la COVID-19) et, notamment, le premier alinéa de son art. 10, au sens duquel la Région complète les mesures prévues par le décret-loi n° 18 du 17 mars 2020 par le versement, au titre des mois de mars et avril 2020, d'une aide de 100 euros pour chaque enfant mineur ou handicapé (sans limite d'âge) aux foyers dont le revenu global brut au titre de l'année d'imposition 2018 ne dépassait pas 30 000 euros, y compris les revenus dérivant d'une activité entrepreneuriale ou professionnelle soumis à des impôts de substitution et les revenus de location d'immeubles soumis à l'impôt dénommé « cedolare secca », dans les limites des crédits budgétaires visés au troisième alinéa dudit article ; si le nombre d'enfants à la charge du foyer est égal ou supérieur à deux, le revenu global maximum pour pouvoir bénéficier de l'aide en cause ne doit pas dépasser 40 000 euros, toujours au titre de l'année d'imposition 2018.

Il cite également l'art. 11 de ladite loi régionale, au sens duquel la gestion des demandes d'aide présentées par les personnes ayant des enfants à charge, ainsi que du versement des sommes y afférentes, a lieu au moyen de la plateforme télématique unique accessible à partir du site institutionnel de la Région.

Il rappelle que la LR n° 5/2020 est le fruit d'une initiative législative prise par la deuxième Commission du Conseil (Affaires générales) qui, après l'approbation de la proposition de loi n° 55/2020 (loi régionale n° 4 du 25 mars 2020), avait reçu le mandat de mettre au point un deuxième paquet de mesures, mandat qui s'est concrétisé dans la proposition de loi n° 56/2020 portant nouvelles mesures régionales urgentes pour contrer et limiter, par des mesures extraordinaires de soutien aux familles, aux travailleurs et aux entreprises, les effets négatifs sur le tissu économique et social régional de l'état d'urgence épidémiologique provoqué par la COVID-19.

L'assesseur évoque, par ailleurs, la loi n° 241 du 7 août 1990 et notamment son art. 12, au sens duquel, avant d'octroyer aux personnes et aux organismes publics et privés tout subside, subvention, aide financière ou autre avantage économique, chaque Administration concédante doit fixer, dans les formes prévues par son ordre juridique, les critères et les modalités qu'elle doit suivre aux fins en cause.

Il rappelle la loi régionale n° 19 du 6 août 2007 (Nouvelles dispositions en matière de procédure administrative et de droit d'accès aux documents administratifs) et, notamment, son art. 11 au sens duquel, si les critères d'octroi de subventions, financements, subsides, aides financières et avantages économiques de quelque genre que ce soit ne sont pas déjà fixés par la loi ou lorsque des précisions supplémentaires sont nécessaires, lesdits critères sont établis au préalable par des délibérations du Gouvernement régional qui sont publiées au Bulletin officiel de la Région.

Il souligne qu'il s'avère nécessaire, compte tenu des considérations précédentes, de préciser ce qui suit :

1. Aux fins du calcul du revenu brut global d'un demandeur, on entend par « foyer », l'ensemble des personnes ayant des liens de mariage, de parenté, d'alliance, d'adoption, de tutelle ou d'affection qui vivent sous le même toit et résident habituellement dans la même commune. La composition du foyer est, donc, celle qui résulte de la fiche familiale d'état civil. Les revenus pris en compte aux fins de l'octroi de l'aide en cause sont ceux relatifs à 2018 et aux personnes inscrites sur ladite fiche à la date de présentation de la demande, qui doit être signée par le parent auprès duquel l'enfant mineur ou handicapé réside officiellement ;
2. Tout enfant est considéré comme handicapé lorsque la commission préposée à cet effet le reconnaît comme tel au sens de la loi n° 104 du 5 février 1992 et que la certification y afférente est valable, indépendamment du pourcentage d'invalidité, à la date de présentation de la demande d'aide ;
3. Le demandeur percevra 100 euros pour chaque enfant mineur ou handicapé et pour chaque mois (mars et avril 2020) ;
4. Les demandes d'aide seront prises en considération suivant l'ordre chronologique de leur dépôt (date et heure) ;
5. Compte tenu de l'état d'urgence déclaré, pour l'ensemble du territoire italien, par la délibération du Conseil des ministres du 31 janvier 2020, les demandes d'aide pourront être déposées jusqu'au 31 juillet 2020.

L'assesseur précise, enfin, que le budget de gestion 2020/2022 de la Région attribue à la structure temporaire « Urgence économique COVID-19 », dans le cadre du programme 12.01 (Mesures en faveur de l'enfance, des mineurs et des crèches), les ressources nécessaires

pour financer la mesure en question.

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Sur le rapport de l'assesseur aux affaires européennes, aux politiques du travail, à l'inclusion sociale et aux transports, Luigi Bertschy ;

Rappelant la loi régionale n° 5 du 21 avril 2020 ;

Rappelant la loi n° 241 du 7 août 1990 ;

Rappelant la loi régionale n° 19 du 6 août 2007 ;

Rappelant la délibération du Gouvernement régional n° 70 du 14 février 2020, relative à l'approbation du document technique d'accompagnement du budget et du budget de gestion 2020/2022 de la Région, tel qu'il a été modifié par la délibération du Gouvernement régional n° 231 du 27 mars 2020, ainsi que des dispositions d'application y afférentes ;

Considérant que le dirigeant de la structure temporaire « Urgence économique COVID-19 » de l'Assessorat des affaires européennes, des politiques du travail, de l'inclusion sociale et des transports, qui a proposé le texte de la présente délibération, a constaté que le budget de gestion 2020/2022 attribué à la structure en cause, dans le cadre du programme 12.01 (Mesures en faveur de l'enfance, des mineurs et des crèches), les ressources nécessaires pour financer la mesure en question ;

Vu l'avis favorable exprimé par le dirigeant de la structure temporaire « Urgence économique COVID-19 » au sens du quatrième alinéa de l'art. 3 de la loi régionale n° 22 du 23 juillet 2010, quant à la légalité du texte proposé pour la présente délibération ;

Sur proposition de l'assesseur aux affaires européennes, aux politiques du travail, à l'inclusion sociale et aux transports, Luigi Bertschy ;

À l'unanimité des voix,

délibère

1. Les dispositions pour l'application de la mesure d'aide en faveur des personnes ayant des enfants à charge visée à l'art. 10 de la loi régionale n° 5 du 21 avril 2020 sont approuvées telles qu'elles figurent au préambule faisant partie intégrante de la présente délibération.
2. Aux fins du financement de la mesure d'aide en faveur des personnes ayant des enfants à charge visée à l'art. 10 de la LR n° 5/2020, une dépense de 2 150 000 euros (deux millions cent cinquante mille euros et zéro centime) est approuvée au titre de 2020 et réservée sur le chapitre U0024894 (Virements ordinaires aux familles en vue des mesures d'assistance aux parents ayant la charge d'enfants mineurs ou handicapés – Urgence COVID-19) du budget de gestion 2020/2022 de la Région qui dispose des ressources nécessaires.
3. Les dispositions pour l'application des autres mesures visées aux art. 5, 6, 7 et 8 de la LR n° 5/2020 seront établies par des délibérations ultérieures.
4. La présente délibération est publiée au Bulletin officiel de la Région.

Deliberazione 30 aprile 2020, n. 318.

Variazioni al bilancio di previsione finanziario della Regione, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale, per il triennio 2020/2022, per l'iscrizione di entrate a destinazione vincolata.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Délibération n° 318 du 30 avril 2020,

rectifiant le budget prévisionnel, le document technique d'accompagnement de celui-ci et le budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 du fait de l'inscription de recettes à affectation obligatoire.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

delibera

- 1) di approvare le variazioni al bilancio di previsione finanziario, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale per il triennio 2020/2022, come risulta dai prospetti allegati;
- 2) di dare atto che sarà cura delle competenti Strutture dirigenziali provvedere alle eventuali modifiche del Programma delle acquisizioni di forniture e servizi dell'amministrazione regionale per il biennio 2020-2021, di cui alla DGR 1758/2019, secondo le modalità ivi previste nel punto 4, in relazione alle variazioni di bilancio approvate con la presente deliberazione;
- 3) di disporre, ai sensi dell'art. 29, comma 6, della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30, che la presente deliberazione sia pubblicata per estratto nel Bollettino Ufficiale della Regione e trasmessa al Consiglio regionale entro 15 giorni dalla sua adozione.

Omissis

délibère

- 1) Les rectifications du budget prévisionnel, du document technique d'accompagnement de celui-ci et du budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 sont approuvées telles qu'elles figurent aux tableaux annexés à la présente délibération.
- 2) Les structures de direction compétentes en la matière sont chargées de procéder aux éventuelles modifications du plan des achats des fournitures et des services de l'Administration régionale au titre de la période 2020/2021, approuvé par la délibération du Gouvernement régional n° 1758 du 13 décembre 2019, suivant les modalités prévues par le point 4 de celle-ci et compte tenu des rectifications du budget approuvées par la présente délibération.
- 3) La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région et transmise au Conseil régional dans les quinze jours qui suivent son adoption, aux termes du sixième alinéa de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
ENTRATA										
TITOLO	TIPOLOGIA	CATEGORIA	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI	E0020341	TRASFERIMENTI CORRENTI DEL FONDO DI ROTAZIONE STATALE DI CUI ALLA L. 183/1987 PER L'ATTUAZIONE DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-FRANCIA 'ALCOTRA' 2014/20	33 02 00 - UFFICIO DI RAPPRESENTANZA A BRUXELLES	C	12.346,96	0,00	0,00	Riprogrammazione dei contributi pubblici statali, provenienti dal Fondo di rotazione L. 183/87, assegnati al beneficiario regionale del Progetto MISMI (CdS 5/10/19 Chamomix) dal Programma di Cooperazione Italia-Francia 'Alcotra' 2014/20, a copertura di spese correnti.
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	102 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI LOCALI	E0022128	TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI LOCALI DEL FONDO EUROPEO DI SVILUPPO REGIONALE FESR PER L'ATTUAZIONE DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-FRANCIA ALCOTRA 2014/2020	33 02 00 - UFFICIO DI RAPPRESENTANZA A BRUXELLES	C	69.966,09	0,00	0,00	Riprogrammazione dei contributi pubblici FESR provenienti dal capofila di progetto e assegnati al beneficiario regionale del Progetto MISMI (CdS 5/10/19 Chamomix) dal Programma di Cooperazione Italia-Francia 'Alcotra' 2014/20, a copertura di spese correnti.
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI	E0022334	TRASFERIMENTI CORRENTI - FONDO PER IL FINANZIAMENTO DI PROGETTI E ATTIVITA' DI INTERESSE GENERALE NEL TERZO SETTORE	73 00 00 - DIPARTIMENTO POLITICHE SOCIALI	C	374.208,00	572.997,60	119.861,40	Variazione necessaria per iscriverne in bilancio risorse statali del Fondo per finanziamento progetti e attività di interesse generale nel Terzo settore quota anni 2018 e 2019. Le risorse derivano in parte (euro 935.520,00) da riprogrammazione di fondi già iscritti nel bilancio dello scorso esercizio (DGR 336/2019) ma non utilizzati.
Totale						C	456.521,05	572.997,60	119.861,40	
						€	456.521,05			

C = Competenza

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE									
ENTRATA									
TITOLO	TIPOLOGIA	CATEGORIA	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE
						2020	2021	2022	

€ = Cassa

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE SPESA									
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE
						2020	2021	2022	
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	07 - PROGRAMMAZ IONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIOSANITAR I E SOCIALI	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	U0024024	SPESE PER CONTRATTI DI SERVIZIO PUBBLICO NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TERRITORIALE ITALIA- FRANCIA ALCOTRA 2014/20 - QUOTA STATO	73 00 00 - DIPARTIMENTO POLITICHE SOCIALI	C	0,00	0,00	La variat.si rende necessaria per riprogrammare in fondi FESR e i fondi Stato non utilizzati nel corso dell'anno 2019 nell'ambito del prog. europ MISMI a valere sulla programmazione 2014/2020, e, nello specifico, come approvato dall'Autorità di gestione, per la riposiz. del servizio di animatore di comunità per fronteggiare l'emergenza Covid-19
						€	12.346,96	12.346,96	
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	07 - PROGRAMMAZ IONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIOSANITAR I E SOCIALI	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	U0024027	SPESE PER CONTRATTI DI SERVIZIO PUBBLICO NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TERRITORIALE TRANSFRONTALIERA ITALIA-FRANCIA ALCOTRA 2014/20 - QUOTA FESR	73 00 00 - DIPARTIMENTO POLITICHE SOCIALI	C	0,00	0,00	La variat. si rende necessaria per riprogrammare in fondi FESR e i fondi Stato non utilizzati nel corso dell'anno 2019, nell'ambito del prog europ MISMI, a valere sulla programmaz. 2014/2020, e, nello specifico, come approvato dall'Autorità di gestione, per la riposiz. del servizio di animatore di comunità per fronteggiare l'emergenza Covid-19.
						€	69.966,09	69.966,09	

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE SPESA									
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE
						2020	2021	2022	
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	08 - COOPERAZION E E ASSOCIAZIONI SMO	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	U0024012	RIMBORSO SPESE A SOGETTI TERZI PER SERVIZI DIVERSI SU FONDI ASSEGNATI DALLLO STATO, PER LO SVOLGIMENTO DI ATTIVITA' DI INTERESSE GENERALE E PER LA REALIZZAZIONE DI INIZIATIVE E PROGETTI PROMOSSI DAGLI ENTI DEL TERZO SETTORE	73.00.00 - DIPARTIMENTO POLITICHE SOCIALI	C	572.997,60	119.861,40	La variaz. è necessaria per iscriz. risorse statali anni 2018 e 2019 per svolgimento di attività' da parte di organizzazioni di volontariato e associazioni di promoz. sociale in attuazione art. 72 codice terzo settore. Tali risorse erano in parte (euro 935.520,00) già state iscritte in bil. 2019/2021 - DGR 336/2019 e non accertate entro 31.12.19
						€	374.208,00	374.208,00	
Totale						C	572.997,60	119.861,40	
						€	456.521,05	456.521,05	

C = Competenza
€ = Cassa

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
TITOLO	TIPOLOGIA	CATEGORIA	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI	C 386.554,96	572.997,60	119.861,40	
			SC 386.554,96	572.997,60	119.861,40	
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	102 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI LOCALI	C 69.966,09	0,00	0,00	
			SC 69.966,09	0,00	0,00	
			C 456.521,05	572.997,60	119.861,40	
			SC 456.521,05	572.997,60	119.861,40	

C = Competenza

SC = Di cui entrate non ricorrenti

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	07 - PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIOSANITARI E SOCIALI	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	C	82.313,05	0,00	0,00
			SC	82.313,05	0,00	0,00
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	08 - COOPERAZIONE E ASSOCIAZIONISMO	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	C	374.208,00	572.997,60	119.861,40
			SC	374.208,00	572.997,60	119.861,40
			C	456.521,05	572.997,60	119.861,40
			SC	456.521,05	572.997,60	119.861,40

C = Competenza

SC = Di cui spese non ricorrenti

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO ENTRATA				
TITOLO	TIPOLOGIA	IMPORTO DELLA VARIAZIONE		
		2020	2021	2022
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	C 456.521,05	572.997,60	119.861,40
		€ 456.521,05		
		C 456.521,05	572.997,60	119.861,40
		€ 456.521,05		

C = Competenza
€ = Cassa

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	07 - PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIOSANITARI E SOCIALI	1 - SPESE CORRENTI	C	82.313,05	0,00	0,00
			€	82.313,05		
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	08 - COOPERAZIONE E ASSOCIAZIONISMO	1 - SPESE CORRENTI	C	374.208,00	572.997,60	119.861,40
			€	374.208,00		
			C	456.521,05	572.997,60	119.861,40
			€	456.521,05		

C = Competenza

€ = Cassa

Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011

Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
ENTRATE

TITOLO, TIPOLOGIA	DENOMINAZIONE	PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
			IN AUMENTO	IN DIMINUIZIONE	
MISSIONE 02					
TRASFERIMENTI CORRENTI					
TITOLO 101	TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa	456.521,05 456.521,05		
TOTALE TITOLO	TRASFERIMENTI CORRENTI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa	456.521,05 456.521,05		
TOTALE VARIAZIONI IN ENTRATA		residui presunti previsione di competenza previsione di cassa	456.521,05 456.521,05		0,00 0,00

(*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario

Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011

Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE	PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
			IN AUMENTO	IN DIMINUIZIONE	
MISSIONE 12	DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA				
1207 PROGRAMMA	PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIO SANITARI E SOCIALI				
TITOLO 1	SPESE CORRENTI				
	residui presunti				
	previsione di competenza	82.313,05			
	previsione di cassa	82.313,05			
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIO SANITARI E SOCIALI		82.313,05		82.313,05
	previsione di cassa		82.313,05		82.313,05
1208 PROGRAMMA	COOPERAZIONE E ASSOCIAZIONISMO				
TITOLO 1	SPESE CORRENTI				
	residui presunti				
	previsione di competenza	374.208,00			
	previsione di cassa	374.208,00			
TOTALE PROGRAMMA	COOPERAZIONE E ASSOCIAZIONISMO		374.208,00		374.208,00
	previsione di cassa		374.208,00		374.208,00
TOTALE MISSIONE	DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA		456.521,05		456.521,05
	residui presunti		456.521,05		456.521,05
TOTALE VARIAZIONI IN USCITA			456.521,05		456.521,05
	previsione di competenza		456.521,05		456.521,05
	previsione di cassa		456.521,05		456.521,05

(*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario

Deliberazione 30 aprile 2020, n. 319.

Variazioni al bilancio di previsione, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale, per il triennio 2020/2022, per spostamenti tra le dotazioni di missioni e programmi riguardanti le spese per il personale.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

1. di approvare le variazioni al bilancio di previsione finanziario, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale per il triennio 2020/2022, come risulta dagli allegati alla presente deliberazione;
2. di disporre, ai sensi dell'art. 29, c. 6, della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30, che la presente deliberazione sia pubblicata per estratto nel bollettino ufficiale della Regione e trasmessa al Consiglio regionale entro 15 giorni dalla sua adozione.

Délibération n° 319 du 30 avril 2020,

rectifiant le budget prévisionnel, le document technique d'accompagnement de celui-ci et le budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 du fait du virement de crédits entre les chapitres relatifs aux missions et aux programmes concernant les dépenses de personnel.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

1. Les rectifications du budget prévisionnel, du document technique d'accompagnement de celui-ci et du budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 sont approuvées telles qu'elles figurent aux annexes de la présente délibération.
2. La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région et transmise au Conseil régional dans les quinze jours qui suivent son adoption, aux termes du sixième alinéa de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
20 - FONDI E ACCANTONAM ENTI	03 - ALTRI FONDI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	U0023782	FONDO PER LE NUOVE ASSUNZIONI A TEMPO DETERMINATO DI PERSONALE REGIONALE	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	-140.000,00 -140.000,00	-74.100,00	-1.000,00	La variazione è necessaria per trasferire, dal Fondo per le nuove assunzioni a tempo determinato di personale regionale agli appositi capitoli di spesa sulla missione e programma interessati, le risorse necessarie al pagamento di retribuzioni e relativi oneri per personale assunto a tempo determinato presso l'Amministrazione regionale.
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023321	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (1.1010 - RISORSE UMANE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	9.900,00 9.900,00	3.050,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione degli oneri contributivi sulle spese per personale assunto a tempo determinato per gli anni 2020/2021 presso l'Amministrazione regionale
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023323	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (1.1010 - RISORSE UMANE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	3.000,00 3.000,00	900,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione dell'IRAP sulle spese per personale assunto a tempo determinato per gli anni 2020/2021 presso l'Amministrazione regionale
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023346	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA - 09.2)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	16.000,00 16.000,00	4.700,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione delle retribuzioni a personale assunto a tempo determinato per gli anni 2020/2021 presso l'Amministrazione regionale

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023347	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA - 09.2)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	4.600,00 4.600,00	1.400,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione degli oneri contributivi sulle spese per personale assunto a tempo determinato per gli anni 2020/2021 presso l'Amministrazione regionale.
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023349	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA - 09.2)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	1.400,00 1.400,00	400,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione dell'IRAP sulle spese per personale assunto a tempo determinato per gli anni 2020/2021 presso l'Amministrazione regionale.
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023341	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA - 09.1)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	17.150,00 17.150,00	3.650,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione delle retribuzioni a personale assunto a tempo determinato per gli anni 2020/2021 presso l'Amministrazione regionale.
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023342	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA - 09.1)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	4.950,00 4.950,00	1.100,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione degli oneri contributivi sulle spese per personale assunto a tempo determinato per gli anni 2020/2021 presso l'Amministrazione regionale.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023344	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA - 09.1)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	1.500,00 1.500,00	350,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione dell'IRAP sulle spese per personale assunto a tempo determinato per gli anni 2020/2021 presso l'Amministrazione regionale
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	05 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, NATURALISTIC A E FORESTAZION E	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023411	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (9.005 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	17.150,00 17.150,00	7.300,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione delle retribuzioni a personale assunto a tempo determinato per gli anni 2020/2021 presso l'Amministrazione regionale
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	05 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, NATURALISTIC A E FORESTAZION E	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023412	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (9.005 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	4.950,00 4.950,00	2.150,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione degli oneri contributivi sulle spese per personale assunto a tempo determinato per gli anni 2020/2021 presso l'Amministrazione regionale
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	05 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, NATURALISTIC A E FORESTAZION E	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023414	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (9.005 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	1.500,00 1.500,00	650,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione dell'IRAP sulle spese per personale assunto a tempo determinato per gli anni 2020/2021 presso l'Amministrazione regionale

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	11 - ALTRI SERVIZI GENERALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023325	SPESA PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (1.011 - ALTRI SERVIZI GENERALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	17.150,00 17.150,00	27.650,00	700,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione delle retribuzioni a personale assunto a tempo determinato per gli anni 2020/2021/2022 presso l'Amministrazione regionale
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	11 - ALTRI SERVIZI GENERALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023327	SPESA PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (1.011 - ALTRI SERVIZI GENERALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	4.950,00 4.950,00	7.950,00	200,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione degli oneri contributivi sulle spese per personale assunto a tempo determinato per gli anni 2020/2021/2022 presso l'Amministrazione regionale
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	11 - ALTRI SERVIZI GENERALI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023329	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (1.011 - ALTRI SERVIZI GENERALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	1.500,00 1.500,00	2.350,00	100,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione dell'IRAP sulle spese per personale assunto a tempo determinato per gli anni 2020/2021/2022 presso l'Amministrazione regionale
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023320	SPESA PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (1.010 - RISORSE UMANE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	34.300,00 34.300,00	10.500,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione delle retribuzioni a personale assunto a tempo determinato per gli anni 2020/2021 presso l'Amministrazione regionale
Totale						C €	0,00 0,00	0,00	0,00	

C = Competenza

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE									
SPESA									
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE
						2020	2021	2022	

€ = Cassa

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	44.200,00	13.550,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	3.000,00	900,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	11 - ALTRI SERVIZI GENERALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	22.100,00	35.600,00	900,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	11 - ALTRI SERVIZI GENERALI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	1.500,00	2.350,00	100,00
			SC	0,00	0,00	0,00
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	42.700,00	10.850,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	2.900,00	750,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	05 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	22.100,00	9.450,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	05 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	1.500,00	650,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	03 - ALTRI FONDI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	C	-140.000,00	-74.100,00	-1.000,00
			SC	-140.000,00	-74.100,00	-1.000,00
			C	0,00	0,00	0,00
			SC	-140.000,00	-74.100,00	-1.000,00

C = Competenza

SC = Di cui spese non ricorrenti

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	1 - SPESE CORRENTI	C	47.200,00	14.450,00	0,00
			€	47.200,00		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	11 - ALTRI SERVIZI GENERALI	1 - SPESE CORRENTI	C	23.600,00	37.950,00	1.000,00
			€	23.600,00		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	1 - SPESE CORRENTI	C	45.600,00	11.600,00	0,00
			€	45.600,00		
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	05 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE	1 - SPESE CORRENTI	C	23.600,00	10.100,00	0,00
			€	23.600,00		
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	03 - ALTRI FONDI	1 - SPESE CORRENTI	C	-140.000,00	-74.100,00	-1.000,00
			€	-140.000,00		
			C	0,00	0,00	0,00
			€	0,00		

C = Competenza
€ = Cassa

Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011

Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE	PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
			IN AUMENTO	IN DIMINUIZIONE	
MISSIONE 01 SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE					
0110 PROGRAMMA	RISORSE UMANE				
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti	47.200,00		
		previsione di competenza	47.200,00		
		previsione di cassa			
TOTALE PROGRAMMA	RISORSE UMANE	residui presunti	47.200,00		
		previsione di competenza	47.200,00		
		previsione di cassa	47.200,00		
MISSIONE 0111 ALTRI SERVIZI GENERALI					
0111 PROGRAMMA	ALTRI SERVIZI GENERALI				
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti			
		previsione di competenza	23.600,00		
		previsione di cassa	23.600,00		
TOTALE PROGRAMMA	ALTRI SERVIZI GENERALI	residui presunti	23.600,00		
		previsione di competenza	23.600,00		
		previsione di cassa	23.600,00		
TOTALE MISSIONE	SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	residui presunti	70.800,00		
		previsione di competenza	70.800,00		
		previsione di cassa	70.800,00		

Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011

Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE	PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
			IN AUMENTO	IN DIMINUIZIONE	
MISSIONE 04	ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO				
0402 PROGRAMMA	ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA				
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti	45.600,00		
		previsione di competenza	45.600,00		
		previsione di cassa			
TOTALE PROGRAMMA	ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	residui presunti	45.600,00		
		previsione di competenza	45.600,00		
		previsione di cassa			
TOTALE MISSIONE	ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	residui presunti	45.600,00		
		previsione di competenza	45.600,00		
		previsione di cassa			
MISSIONE 09	SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE				
0905 PROGRAMMA	AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE				
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti	23.600,00		
		previsione di competenza	23.600,00		
		previsione di cassa			
TOTALE PROGRAMMA	AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE	residui presunti	23.600,00		
		previsione di competenza	23.600,00		
		previsione di cassa			
TOTALE MISSIONE	SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	residui presunti	23.600,00		
		previsione di competenza	23.600,00		
		previsione di cassa			

Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011

Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE	PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
			IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 20					
FONDIE ACCANTONAMENTI					
2003 PROGRAMMA	ALTRI FONDI				
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti		-140.000,00	
		previsione di competenza		-140.000,00	
		previsione di cassa			
TOTALE PROGRAMMA	ALTRI FONDI	residui presunti	0,00	-140.000,00	
		previsione di competenza	0,00	-140.000,00	
		previsione di cassa			
TOTALE MISSIONE	FONDIE ACCANTONAMENTI	residui presunti	0,00	-140.000,00	
		previsione di competenza	0,00	-140.000,00	
		previsione di cassa			
TOTALE VARIAZIONI IN USCITA		residui presunti	140.000,00	-140.000,00	
		previsione di competenza	140.000,00	-140.000,00	
		previsione di cassa			

(*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario

Deliberazione 30 aprile 2020, n. 320

Variazioni al bilancio di previsione della Regione e al bilancio finanziario gestionale, per il triennio 2020/2022, per variazioni compensative di cassa tra missioni e programmi di diverse missioni.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

- 1) di approvare le variazioni al bilancio di previsione finanziario per il triennio 2020/2022, come risulta dal prospetto "Variazioni al bilancio di previsione finanziario" allegato alla presente deliberazione;
- 2) di approvare le variazioni al bilancio finanziario gestionale per il triennio 2020/2022, come risulta dal prospetto "Variazioni al bilancio finanziario gestionale" allegato alla presente deliberazione;
- 3) di disporre, ai sensi dell'articolo 29, comma 6, della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30, che la presente deliberazione sia pubblicata per estratto nel Bollettino Ufficiale della Regione e trasmessa al Consiglio regionale entro 15 giorni dalla sua adozione.

Délibération n° 320 du 30 avril 2020,

rectifiant le budget prévisionnel et le budget de gestion 2020/2022 de la Région du fait du transfert de crédits entre les fonds de caisse de missions et de programmes différents.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

- 1) Les rectifications du budget prévisionnel 2020/2022 sont approuvées telles qu'elles figurent au tableau intitulé « Variations al bilancio di previsione finanziario » et annexé à la présente délibération.
- 2) Les rectifications du budget de gestion 2020/2022 sont approuvées telles qu'elles figurent au tableau intitulé « Variations al bilancio finanziario gestionale » et annexé à la présente délibération.
- 3) La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région et transmise au Conseil régional dans les quinze jours qui suivent son adoption, aux termes du sixième alinéa de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE SPESA									
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLE	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE
						2020	2021	2022	
13 - TUTELA DELLA SALUTE	01 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	U0001492	TRASFERIMENTI CORRENTI ALL'AZIENDA USL DELLA VALLE D'AOSTA PER IL FINANZIAMENTO DEI LIVELLI ESSENZIALI DI ASSISTENZA (LEA)	72 02 00 - FINANZIAMENTO DEL SERVIZIO SANITARIO, INVESTIMENTI E QUALITA' NEI SERVIZI SOCIO-SANITARI	€ -29.959,56			La diminuzione di cassa non inficia gli obiettivi previsti per il 2020, poiché la liquidazione in corso d'anno prevede l'erogazione del 95% della quota prevista a bilancio, permettendo la disponibilità dei 29959,56 euro.
13 - TUTELA DELLA SALUTE	07 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	U0017621	SPESE PER L'EFFETTUAZIONE DI ESAMI SIEROLOGICI PREVISI DAL PROGRAMMADI ERADICAZIONE DEL VIRUS BHV-1	72 01 00 - IGIENE E SANITA' PUBBLICA E VETERINARIA	€ 29.959,56			La quota in aumento è necessaria per la liquidazione del saldo delle attività svolte dall'IZS nel 2019; la relativa nota di debito è pervenuta dall'Istituto Zooprofilattico Sperimentale in data 14/04/2020; l'attuale cassa presente sul Capitolo è necessaria per liquidare l'acconto dell'attività 2020, quindi non è utilizzabile.
Totale						€	0,00		

€ = Cassa

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO SPESA					
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE		
			2020	2021	2022
13 - TUTELA DELLA SALUTE	01 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA	1 - SPESE CORRENTI	€ -29,959,56		
13 - TUTELA DELLA SALUTE	07 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA	1 - SPESE CORRENTI	€ 29,959,56		
			€ 0,00		

€ = Cassa

Allegato n. 8/
al D.L.gs 118/201

Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE	PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
			IN AUMENTO	IN DIMINUIZIONE	
MISSIONE 13	TUTELA DELLA SALUTE				
1301 PROGRAMMA	SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA				
TITOLO 1	SPESE CORRENTI		0,00		-29.959,56
	residui presunti				
	previsione di competenza				
	previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA		0,00		-29.959,56
	previsione di cassa		0,00		-29.959,56
1307 PROGRAMMA	ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA				
TITOLO 1	SPESE CORRENTI		0,00		
	residui presunti				
	previsione di competenza				
	previsione di cassa		29.959,56		
TOTALE PROGRAMMA	ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA		0,00		29.959,56
	previsione di cassa		29.959,56		29.959,56
TOTALE MISSIONE	TUTELA DELLA SALUTE		0,00		-29.959,56
	residui presunti				
	previsione di competenza				
	previsione di cassa		29.959,56		
TOTALE VARIAZIONI IN USCITA			0,00		0,00
	residui presunti				
	previsione di competenza				
	previsione di cassa		29.959,56		-29.959,56

(*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario

Délibération n° 340 du 5 mai 2020,

portant dispositions d'application de la mesure d'indemnisation des titulaires de contrats de location d'immeubles à usage non résidentiel visée à l'art. 6 de la loi régionale n° 5 du 21 avril 2020, dispositions complémentaires à la délibération du Gouvernement régional n° 316 du 29 avril 2020 et réservation de la dépense y afférente.

(Le texte officiel italien a été publié au Bulletin officiel n° 25 – Édition extraordinaire – du 13 mai 2020).

L'assesseur aux affaires européennes, aux politiques du travail, à l'inclusion sociale et aux transports, Luigi Bertschy, rappelle la loi régionale n° 5 du 21 avril 2020 (Nouvelles mesures régionales urgentes de soutien aux familles, aux travailleurs et aux entreprises du fait de l'état d'urgence épidémiologique provoqué par la COVID-19) et, notamment, son art. 6 (Indemnisation des titulaires de contrats de location d'immeubles à usage non résidentiel) qui établit ce qui suit :

- au premier alinéa, que la Région verse, au titre de 2020, aux personnes exerçant une activité d'entreprise ou une activité professionnelle une aide à fonds perdus équivalant à 40 p. 100 du loyer relatif au mois de mars 2020, jusqu'à 500 euros au maximum, dans les limites des crédits budgétaires visés au sixième alinéa dudit article ;
- au deuxième alinéa, que le premier alinéa s'applique à tous les contrats de location des immeubles relevant des catégories A2, A3, A7, A10, B, C et D, y compris les immeubles à usage agricole, même si la location concerne également des terrains, mais non pas des immeubles commerciaux ayant une surface de vente supérieure à 250 mètres carrés ; sont également exclus du champ d'application du premier alinéa les contrats de location passés avec des parents jusqu'au deuxième degré, avec le conjoint non séparé de corps ou avec les alliés, ainsi qu'avec des sociétés contrôlées par ceux-ci ;
- au troisième alinéa, que l'aide visée au premier alinéa est également versée dans le cas d'une location d'exploitation régie par un contrat distinguant le loyer relatif aux immeubles à usage non résidentiel ;
- au quatrième alinéa, que tout signataire d'une demande d'aide au sens de l'article en cause doit déclarer sur l'honneur dans celle-ci :
 - a) Ses données nominatives, ainsi que celles du locateur ;
 - b) Les données d'enregistrement et la durée du contrat de location des immeubles à usage non résidentiel et le montant du loyer mensuel ;
 - c) Ses coordonnées bancaires (code IBAN) et les données relatives à la quittance du loyer ; si celle-ci fait état d'un montant égal ou supérieur à 60 p. 100 du loyer total, le demandeur doit communiquer le code IBAN du locateur et donner délégation à l'effet de verser l'aide à ce dernier ;
 - d) Les données relatives aux aides *de minimis* ;
- au cinquième alinéa, que l'aide en cause est octroyée au sens du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* ;
- au sixième alinéa, que la dépense dérivant de l'application du présent article est établie, au titre de 2020, à 2 500 000 euros (mission 14 « Développement économique et compétitivité », programme 01 « Industrie, petites et moyennes entreprises et artisanat »).

Il cite également l'art. 11 de ladite loi régionale, au sens duquel la gestion des demandes d'indemnisation et du versement des sommes y afférentes a lieu au moyen de la plateforme télématique unique accessible à partir du site institutionnel de la Région.

Il rappelle que la LR n° 5/2020 est le fruit d'une initiative législative prise par la deuxième Commission du Conseil (Affaires générales) qui, après l'approbation de la proposition de loi n° 55/2020 (loi régionale n° 4 du 25 mars 2020), avait reçu le mandat de mettre au point un deuxième paquet de mesures, mandat qui s'est concrétisé dans la proposition de loi n° 56/2020 portant nouvelles mesures régionales urgentes pour contrer et limiter, par des mesures extraordinaires de soutien aux familles, aux travailleurs et aux entreprises, les effets négatifs sur le tissu économique et social régional de l'état d'urgence épidémiologique provoqué par la COVID-19.

L'assessore évoque, par ailleurs, la loi n° 241 du 7 août 1990 (Nouvelles dispositions en matière de procédure administrative et de droit d'accès aux documents administratifs) et, notamment, son art. 12, au sens duquel, avant d'octroyer aux personnes et aux organismes publics et privés tout subside, subvention, aide financière ou autre avantage économique, chaque Administration concédante doit fixer, dans les formes prévues par son ordre juridique, les critères et les modalités qu'elle doit suivre aux fins en cause.

Il rappelle la loi régionale n° 19 du 6 août 2007 (Nouvelles dispositions en matière de procédure administrative et de droit d'accès aux documents administratifs) et, notamment, son art. 11, au sens duquel, si les critères d'octroi de subventions, financements, subsides, aides financières et avantages économiques de quelque genre que ce soit ne sont pas déjà fixés par la loi ou lorsque des précisions supplémentaires sont nécessaires, lesdits critères sont établis au préalable par des délibérations du Gouvernement régional qui sont publiées au Bulletin officiel de la Région.

Il souligne qu'il s'avère nécessaire, compte tenu des considérations précédentes, d'établir les modalités d'application de la mesure en cause comme suit :

a. Conditions requises

a.1. Peuvent demander l'aide en cause les personnes exerçant une activité d'entreprise ou une activité professionnelle visées au premier alinéa de l'art. 6 de la LR n° 5/2020, titulaires d'un numéro d'immatriculation *IVA* et ayant leur siège légal ou opérationnel en Vallée d'Aoste ;

b. Limites d'accès à l'aide

b.1. Toute personne intéressée qui loue plusieurs unités immobilières peut demander l'aide en cause au titre d'une seule de celles-ci, à son choix ;

b.2. Tout locataire qui aurait versé à son locateur un montant inférieur à 60 p. 100 du loyer total prévu, pour le mois de mars 2020, par le contrat de location ne peut pas bénéficier de l'aide en cause ;

b.3. L'unité immobilière au titre de laquelle l'aide est demandée doit être située en Vallée d'Aoste ;

b.4. Chaque demande d'aide doit faire référence à un seul contrat de location ;

b.5. Lorsqu'un contrat de location concerne une unité à usage mixte, le pourcentage de l'aide à fonds perdus (40 p. 100) s'applique uniquement à la part de loyer relative aux espaces à usage non résidentiel de ladite unité ;

c. Pourcentage d'aide

c.1. Lorsque la quittance du loyer fait état du paiement de tout le montant dû au sens du contrat pour le mois de mars 2020, le demandeur a droit à une aide correspondant à 40 p. 100 du montant en cause, jusqu'à 500 euros au maximum ;

c.2. Lorsque la quittance du loyer fait état d'un montant égal ou supérieur à 60 p. 100 du loyer total dû au sens du contrat pour le mois de mars 2020, le demandeur de l'aide doit communiquer le code IBAN du locateur et donner délégation à l'effet de verser à ce dernier un montant équivalant à sa dette résiduelle, jusqu'à 500 euros au maximum ;

d. Règle *de minimis*

d.1. L'aide en cause est octroyée au sens des règlements (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 (publié au Journal officiel de l'Union européenne L 352/1 du 24 décembre 2013) et n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture (publié au Journal officiel de l'Union européenne L 352/9 du 24 décembre 2013) ;

e. Dépôt des demandes d'aide

e.1. Les demandes d'aide seront prises en considération suivant l'ordre chronologique de leur dépôt (date et heure) ;

e.2. Compte tenu de l'état d'urgence déclaré, pour l'ensemble du territoire italien, par la délibération du Conseil des ministres

du 31 janvier 2020, les demandes d'aide pourront être déposées jusqu'au 31 juillet 2020.

L'assesseur précise, ensuite, que les bureaux compétents ont communiqué qu'aux termes des dispositions combinées de la lettre g) du premier alinéa de l'art. 67 et du premier alinéa de l'art. 83 du décret législatif n° 159 du 6 septembre 2011, l'octroi par l'État ou par tout autre organisme public d'une subvention ou aide de quelque genre que ce soit à titre de soutien à l'activité d'entreprise est subordonné à la présentation de la documentation attestant le respect des dispositions *antimafia*, sauf dans les cas visés au troisième alinéa dudit art. 83 (dont relève la mesure faisant l'objet de la présente délibération), au sens duquel la documentation susmentionnée n'est pas exigée :

- dans les cas évoqués à sa lettre d), à savoir lorsque les aides sont destinées aux personnes exerçant :
 - 1) Une activité agricole non organisée sous forme d'entreprise ;
 - 2) Une activité professionnelle non organisée sous forme d'entreprise ;
 - 3) Une activité artisanale sous forme d'entreprise individuelle ;
 - 4) Une activité de travail indépendant, intellectuelle ou autre, sous forme d'entreprise individuelle ;
- dans les cas évoqués à sa lettre e) (telle qu'elle a été modifiée par le troisième alinéa quinquies de l'art. 78 du décret-loi n° 18 du 17 mars 2020, converti, avec modifications, par la loi n° 27 du 24 avril 2020), à savoir lorsqu'il est question d'actes, y compris ceux octroyant des aides, ou de contrats dont la valeur globale ne dépasse pas 150 000 euros ; les organes compétents n'ayant pas encore diffusé de circulaire explicative à ce sujet, il est estimé que la formulation générique de la disposition en cause justifie l'application de celle-ci à tout type d'aide.

L'assesseur rappelle, par ailleurs, la délibération du Gouvernement régional n° 316 du 29 avril 2020 (Dispositions d'application de la mesure d'aide en faveur des personnes ayant des enfants à charge visée à l'art. 10 de la loi régionale n° 5 du 21 avril 2020, ainsi que réservation de la dépense y afférente) et communique qu'il s'avère nécessaire, à la suite entre autres des questions soulevées pendant la phase de dépôt des demandes d'aide, de préciser ce qui suit :

- a - Aux fins du calcul du revenu global visé au premier alinéa de l'art. 10 de ladite loi, sont considérés comme enfants à charge tous les enfants, même majeurs, fiscalement à la charge des demandeurs et figurant sur la fiche familiale d'état civil de ceux-ci ;
- b - Dans le cas d'un nouveau-né :
 - b.1. Si l'enfant est né au mois de mars 2020, le montant de l'aide est entièrement versé aussi bien pour le mois de mars que pour le mois d'avril ;
 - b.2. Si l'enfant est né au mois d'avril 2020, le montant de l'aide est entièrement versé uniquement pour le mois d'avril ;
- c - Au cas où un enfant serait devenu majeur :
 - c.1. Au mois de mars 2020, le montant de l'aide est entièrement versé uniquement pour ledit mois ;
 - c.2. Au mois d'avril 2020, le montant de l'aide est entièrement versé aussi bien pour le mois de mars que pour le mois d'avril.

L'assesseur précise, enfin, que le budget de gestion 2020/2022 de la Région attribue à la structure temporaire « Urgence économique COVID-19 », dans le cadre du programme 14.01 (Industrie, petites et moyennes entreprises et artisanat), les ressources nécessaires pour financer la mesure en question.

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Sur le rapport de l'assesseur aux affaires européennes, aux politiques du travail, à l'inclusion sociale et aux transports, Luigi Bertschy ;

Rappelant la loi régionale n° 5 du 21 avril 2020 ;

Rappelant la loi n° 241 du 7 août 1990 ;

Rappelant la loi régionale n° 19 du 6 août 2007 ;

Rappelant la délibération du Gouvernement régional n° 70 du 14 février 2020, relative à l'approbation du document technique d'accompagnement du budget et du budget de gestion 2020/2022 de la Région, tel qu'il a été modifié par la délibération du Gouvernement régional n° 231 du 27 mars 2020, ainsi que des dispositions d'application y afférentes ;

Considérant que le dirigeant de la structure temporaire « Urgence économique COVID-19 » de l'Assessorat des affaires européennes, des politiques du travail, de l'inclusion sociale et des transports, qui a proposé le texte de la présente délibération, a constaté que le budget de gestion 2020/2022 attribué à la structure en cause, dans le cadre du programme 14.01 (Industrie, petites et moyennes entreprises et artisanat), les ressources nécessaires pour financer la mesure en question ;

Vu l'avis favorable exprimé par le dirigeant de la structure temporaire « Urgence économique COVID-19 » au sens du quatrième alinéa de l'art. 3 de la loi régionale n° 22 du 23 juillet 2010, quant à la légalité du texte proposé pour la présente délibération ;

Sur proposition de l'assesseur aux affaires européennes, aux politiques du travail, à l'inclusion sociale et aux transports, Luigi Bertschy ;

À l'unanimité des voix,

délibère

1. Les dispositions pour l'application de la mesure d'indemnisation des titulaires de contrats de location d'immeubles à usage non résidentiel visée à l'art. 6 de la loi régionale n° 5 du 21 avril 2020 sont approuvées telles qu'elles figurent au préambule faisant partie intégrante de la présente délibération.
2. Les dispositions pour l'application de la mesure d'aide en faveur des personnes ayant des enfants à charge visée à l'art. 10 de la LR n° 5/2020 sont approuvées, à titre de complément des dispositions visées à la délibération du Gouvernement régional n° 316 du 29 avril 2020, telles qu'elles figurent au préambule faisant partie intégrante de la présente délibération ; le délai de dépôt des demandes y afférentes demeure fixé au 31 juillet 2020.
3. Aux fins du financement de la mesure d'indemnisation des titulaires de contrats de location d'immeubles à usage non résidentiel visée à l'art. 6 de la LR n° 5/2020, une dépense de 2 500 000 euros (deux millions cinq cent mille euros et zéro centime) est approuvée au titre de 2020 et réservée sur le chapitre U0024896 (Virements ordinaires aux entreprises en vue de l'indemnisation des titulaires de contrats de location d'immeubles à usage non résidentiel – Urgence COVID-19) du budget de gestion 2020/2022 de la Région qui dispose des ressources nécessaires.
4. Les aides en cause sont versées au plus tard le 31 décembre 2020.
5. La présente délibération est publiée au Bulletin officiel de la Région.

Délibération n° 341 du 5 mai 2020,

portant dispositions d'application de la mesure d'indemnisation des étudiants titulaires d'un contrat de location ou hébergés dans un établissement collectif public ou privé au sens de l'art. 7 de la loi régionale n° 5 du 21 avril 2020, ainsi que réservation de la dépense y afférente.

(Le texte officiel italien a été publié au Bulletin officiel n° 25 – Édition extraordinaire – du 13 mai 2020).

L'assesseur aux affaires européennes, aux politiques du travail, à l'inclusion sociale et aux transports, Luigi Bertschy, rappelle la loi régionale n° 5 du 21 avril 2020 (Nouvelles mesures régionales urgentes de soutien aux familles, aux travailleurs et aux entreprises du fait de l'état d'urgence épidémiologique provoqué par la COVID-19) et, notamment, son art. 7 qui établit ce qui suit :

- au premier alinéa, que la Région complète les mesures prévues par les art. 27, 28, 29, 30, 38 et 96 du décret-loi n° 18 du 17 mars 2020, dans les limites des crédits budgétaires visés au septième alinéa, en allouant une aide aux étudiants résidant en

Vallée d'Aoste et suivant des cours universitaires sur le territoire régional ou en dehors de celui-ci, lorsqu'ils sont titulaires d'un contrat de location régulier ou sont hébergés dans un établissement collectif public ou privé (lettre e) ;

- au troisième alinéa, qu'une aide mensuelle de 200 euros est allouée, au titre des mois de mars et avril 2020, aux étudiants résidant en Vallée d'Aoste qui remplissent les conditions visées à la lettre e) du premier alinéa ; s'ils fréquentent des cours universitaires sur le territoire régional, ils doivent résider dans l'une des communes énumérées au tableau A annexé à ladite loi, situées trop loin du siège des cours en cause ou non reliées audit siège par des moyens de transport public appropriés ;
- au cinquième alinéa, que tout signataire d'une demande d'aide au sens du troisième alinéa doit déclarer sur l'honneur dans celle-ci :
 - a) Ses données nominatives ;
 - b) Les données du contrat de location et le montant du loyer mensuel ;
 - c) Ses coordonnées bancaires (code IBAN) ;
 - d) Les données issues de la quittance du loyer du mois de référence.

Il cite également l'art. 11 de ladite loi régionale, au sens duquel la gestion des demandes d'indemnisation et du versement des sommes y afférentes a lieu au moyen de la plateforme télématique unique accessible à partir du site institutionnel de la Région.

Il rappelle que la LR n° 5/2020 est le fruit d'une initiative législative prise par la deuxième Commission du Conseil (Affaires générales) qui, après l'approbation de la proposition de loi n° 55/2020 (loi régionale n° 4 du 25 mars 2020), avait reçu le mandat de mettre au point un deuxième paquet de mesures, mandat qui s'est concrétisé dans la proposition de loi n° 56/2020 portant nouvelles mesures régionales urgentes pour contrer et limiter, par des mesures extraordinaires de soutien aux familles, aux travailleurs et aux entreprises, les effets négatifs sur le tissu économique et social régional de l'état d'urgence épidémiologique provoqué par la COVID-19.

L'assesseur évoque, par ailleurs, la loi n° 241 du 7 août 1990 (Nouvelles dispositions en matière de procédure administrative et de droit d'accès aux documents administratifs) et, notamment, son art. 12, au sens duquel, avant d'octroyer aux personnes et aux organismes publics et privés tout subside, subvention, aide financière ou autre avantage économique, chaque Administration concédante doit fixer, dans les formes prévues par son ordre juridique, les critères et les modalités qu'elle doit suivre aux fins en cause.

Il rappelle la loi régionale n° 19 du 6 août 2007 (Nouvelles dispositions en matière de procédure administrative et de droit d'accès aux documents administratifs) et, notamment, son art. 11, au sens duquel, si les critères d'octroi de subventions, financements, subsides, aides financières et avantages économiques de quelque genre que ce soit ne sont pas déjà fixés par la loi ou lorsque des précisions supplémentaires sont nécessaires, lesdits critères sont établis au préalable par des délibérations du Gouvernement régional qui sont publiées au Bulletin officiel de la Région.

Il souligne qu'il s'avère nécessaire, compte tenu des considérations précédentes, d'établir les modalités d'application de la mesure en cause comme suit :

1. L'étudiant intéressé doit résider en Vallée d'Aoste à la date de dépôt de sa demande d'aide ;
2. Afin d'établir si le siège des cours est en Vallée d'Aoste ou en dehors de celle-ci, il y a lieu de prendre en compte celui que l'étudiant fréquente le plus assidument ;
3. Le logement loué par tout demandeur inscrit à une université située en dehors de la Vallée d'Aoste ou bien l'établissement collectif public ou privé où celui-ci est hébergé doit se trouver dans la province du siège des cours déterminé au sens du point 2 ;
4. Le contrat de location doit être passé par l'étudiant ou par l'un des deux parents ; dans le cas contraire, l'étudiant doit y figurer en tant que locataire payant ;
5. Si l'étudiant fréquente des cours universitaires en Vallée d'Aoste, le logement loué doit être situé dans une commune autre que celle où celui-ci réside et non comprise au nombre des communes mentionnées au tableau A annexé à la LR n° 5/2020 ;

6. Le montant mensuel de l'aide en cause (200 euros au maximum) est versé au titre aussi bien du mois de mars que du mois d'avril 2020, en fonction de la quittance présentée par l'intéressé. Il convient de préciser ce qui suit :
 - si la dépense mensuelle effectivement supportée par l'étudiant est supérieure à 200 euros, le montant maximum de l'aide lui est entièrement versé ;
 - si la dépense mensuelle effectivement supportée par l'étudiant est inférieure à 200 euros, le montant de l'aide qui lui est versé correspond à ladite dépense ;
7. Lorsque le contrat de location fait état de plusieurs locataires, les critères suivants sont appliqués :
 - si le contrat de location enregistré n'établit pas la répartition du loyer entre les différents locataires et la quittance porte le montant total de celui-ci, le loyer à la charge du demandeur est celui issu de la division en parties égales dudit montant, compte tenu du nombre de locataires ;
 - si le contrat de location enregistré n'établit pas la répartition du loyer entre les différents locataires mais la quittance porte le montant individuel de celui-ci, l'aide est calculée en fonction du montant attesté par la quittance ;
 - si le contrat de location enregistré établit la répartition du loyer entre les différents locataires mais la quittance porte le montant total de celui-ci, le demandeur doit déclarer dans sa demande d'aide le montant à sa charge selon le contrat et annexer ladite quittance ;
 - si le contrat de location enregistré établit la répartition du loyer entre les différents locataires et la quittance porte le montant individuel de celui-ci, le demandeur doit déclarer dans sa demande d'aide le montant à sa charge selon le contrat et annexer ladite quittance ;
 - les critères ci-dessus sont également valables, dans la mesure où ils sont applicables, en cas d'hébergement dans un établissement collectif public ou privé ;
8. La dépense mensuelle supportée par l'étudiant pour la location d'un logement ou pour l'hébergement dans un établissement collectif public ou privé doit être attestée par des justificatifs de paiement appropriés ;
9. Aux fins de la liquidation de l'aide, l'étudiant doit fournir les coordonnées d'un compte courant bancaire ou postal, dont il doit être titulaire ou co-titulaire, ou d'une carte prépayée, avec code IBAN, à son nom. Les livrets postaux, avec ou sans code IBAN, sont exclus.
10. Les aides sont octroyées suivant l'ordre chronologique de dépôt (date et heure) des demandes, dans les limites des crédits inscrits à cet effet au budget ;
11. Compte tenu de l'état d'urgence déclaré, pour l'ensemble du territoire italien, par la délibération du Conseil des ministres du 31 janvier 2020, les demandes d'aide pourront être déposées jusqu'au 31 juillet 2020.

L'assesseur précise, enfin, que le budget de gestion 2020/2022 de la Région attribue à la structure temporaire « Urgence économique COVID-19 », dans le cadre du programme 4.04 (Enseignement universitaire), les ressources nécessaires pour financer la mesure en question.

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Sur le rapport de l'assesseur aux affaires européennes, aux politiques du travail, à l'inclusion sociale et aux transports, Luigi Bertschy ;

Rappelant la loi régionale n° 5 du 21 avril 2020 ;

Rappelant la loi n° 241 du 7 août 1990 ;

Rappelant la loi régionale n° 19 du 6 août 2007 ;

Rappellando la deliberazione du Gouvernement régional n° 70 du 14 février 2020, relative à l'approbation du document technique d'accompagnement du budget et du budget de gestion 2020/2022 de la Région, tel qu'il a été modifié par la délibération du Gouvernement régional n° 231 du 27 mars 2020, ainsi que des dispositions d'application y afférentes ;

Considérant que le dirigeant de la structure temporaire « Urgence économique COVID-19 » de l'Assessorat des affaires européennes, des politiques du travail, de l'inclusion sociale et des transports, qui a proposé le texte de la présente délibération, a constaté que le budget de gestion 2020/2022 attribué à la structure en cause, dans le cadre du programme 4.04 (Enseignement universitaire), les ressources nécessaires pour financer la mesure en question ;

Vu l'avis favorable exprimé par le dirigeant de la structure temporaire « Urgence économique COVID-19 » au sens du quatrième alinéa de l'art. 3 de la loi régionale n° 22 du 23 juillet 2010, quant à la légalité du texte proposé pour la présente délibération ;

Sur proposition de l'assesseur aux affaires européennes, aux politiques du travail, à l'inclusion sociale et aux transports, Luigi Bertschy ;

À l'unanimité des voix,

délibère

1. Les dispositions pour l'application de la mesure d'indemnisation des étudiants titulaires d'un contrat de location ou hébergés dans un établissement collectif public ou privé au sens de l'art. 7 de la loi régionale n° 5 du 21 avril 2020 sont approuvées telles qu'elles figurent au préambule faisant partie intégrante de la présente délibération.
2. Aux fins de l'indemnisation des catégories ne bénéficiant d'aucune mesure de soutien au revenu au sens de l'art. 7 de la LR n° 5/2020, une dépense de 200 000 euros (deux cent mille euros et zéro centime) est approuvée au titre de 2020 et réservée sur le chapitre U0024885 (Virements complémentaires aux familles en vue de l'indemnisation des dépenses de logement supportées par les étudiants – Urgence COVID-19) du budget de gestion 2020/2022 de la Région qui dispose des ressources nécessaires.
3. Les aides en cause sont versées au plus tard le 31 décembre 2020.
4. La présente délibération est publiée au Bulletin officiel de la Région.

AVVISI E COMUNICATI

ASSESSORATO DELLE FINANZE, ATTIVITÀ PRODUTTIVE E ARTIGIANATO

Comunicato di iscrizione di società cooperativa "DMD RISTRUTTURAZIONI SOCIETA' COOPERATIVA", nel registro regionale degli enti cooperativi (l.r. 27/1998 e successive modificazioni).

Si informa che, con procedura automatica tramite Pratica ComUnica, la Società cooperativa "DMD RISTRUTTURAZIONI SOCIETA' COOPERATIVA", con sede legale in Pont-Saint-Martin, via IV Novembre n. 4, codice fiscale 01252990070, risulta iscritta al numero C133126 del Registro regionale degli enti cooperativi, sezione "Cooperative a mutualità prevalente", categoria "Altre cooperative".

La Dirigente
Alessandra SPALLA

AVIS ET COMMUNIQUÉS

ASSESSORAT DES FINANCES, DES ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET DE L'ARTISANAT

Avis d'immatriculation d'une société coopérative au Registre régional des entreprises coopératives, au sens de la loi régionale n° 27 du 5 mai 1998.

Avis est donné du fait que la société coopérative DMD RISTRUTTURAZIONI société coopérative, dont le siège social est à Pont-Saint-Martin (4, rue du IV Novembre), code fiscal 01252990070, a été immatriculée, par procédure automatique (Pratica ComUnica), sous le n° C133126 du Registre régional des entreprises coopératives, section des coopératives à vocation essentiellement mutualiste, catégorie « Autres coopératives ».

La Dirigeante
Alessandra SPALLA

Bando a favore di imprese industriali per la realizzazione di progetti di ricerca e sviluppo nell'ambito Montagna Sostenibile della Smart Specialisation Strategy (S3) della Valle d'Aosta - Salute – COVID-19

Allegato A alla deliberazione della Giunta regionale n. 339 in data 5 maggio 2020.

Omissis

Art. 1 - Premessa

Il presente Bando ha la finalità di favorire la realizzazione di progetti di ricerca industriale e di sviluppo sperimentale da parte di imprese industriali, ai sensi dell'articolo 25 (Aiuti a progetti di ricerca e sviluppo) del regolamento (UE) n. 651/2014 della Commissione del 17 giugno 2014, che dichiara alcune categorie di aiuti compatibili con il mercato interno in applicazione degli articoli 107 e

108 del Trattato, pubblicato in GUUE n. L 187 del 26 giugno 2014. L'obiettivo è quello di far progredire la conoscenza delle malattie, in particolare del SARS-COV-2, contribuendo alla prevenzione, cura e gestione efficiente dei pazienti e alla capacità di preparazione e risposta a emergenze sanitarie future.

Il presente Bando costituisce applicazione della legge regionale 7 dicembre 1993, n. 84 "*Interventi regionali in favore della ricerca e dello sviluppo*" e stabilisce "*le condizioni, i criteri, le modalità e ogni altro adempimento o aspetto relativo alla concessione dei contributi*".

Omissis

Art. 3 – Obiettivo dell'intervento

Il presente Bando, considerata l'attuale emergenza epidemiologica da COVID-19, risponde ai seguenti obiettivi:

- acquisire rapidamente conoscenze in relazione a potenziali misure cliniche, diagnostiche e di sanità pubblica, compresi i dispositivi sanitari di protezione individuale, che possano essere utilizzate immediatamente per migliorare la salute, per contenere la diffusione di SARS-CoV-2, per comprendere la patogenesi del coronavirus COVID-19, consentendone la sua gestione e la sua risoluzione, e che potranno essere utilizzate anche nel caso di nuove emergenze sanitarie;
- sviluppare le attività produttive locali favorendo interventi atti a promuovere nelle imprese industriali le attività di ricerca industriale e sviluppo sperimentale di nuovi prodotti, processi produttivi o servizi nell'ambito di cui al primo comma;
- favorire le ricadute sul territorio in termini di impatto sull'occupazione, sulla competitività del sistema produttivo, sulla qualità del sistema della ricerca, per rinforzare il tessuto industriale locale.

Art. 4 – Interventi agevolabili

Il Bando intende promuovere attività di ricerca industriale e sviluppo sperimentale di nuovi prodotti, processi produttivi o servizi mediante la concessione di contributi, cofinanziati dal Fondo Europeo di Sviluppo Regionale (FESR), per il finanziamento della realizzazione di progetti di ricerca industriale e di sviluppo sperimentale da parte di imprese industriali.

Art. 5 – Ambiti di intervento

Coerentemente con la *Smart specialization strategy* della Regione autonoma Valle d'Aosta per il periodo 2014-2020, i progetti presentati dovranno prevedere ricadute nell'ambito tecnologico Montagna sostenibile e nello specifico dovranno riguardare gli ambiti tematici legati alla salute.

Art. 6 – Risorse disponibili

Il presente Bando dispone di un ammontare di risorse pari a 1.500.000,00, a valere sul Programma investimenti per la crescita e l'occupazione 2014/20 (FESR) – *Asse prioritario 1 – rafforzare la ricerca, lo sviluppo tecnologico e l'innovazione – Azione 1.1.3 – Sostegno alle attività collaborative di R&S per lo sviluppo di nuove tecnologie sostenibili*.

La disponibilità indicata costituisce al momento il limite entro cui potrà essere disposta l'ammissione a finanziamento dei progetti presentati a valere sul presente Bando.

Qualora si rendessero disponibili ulteriori risorse finanziarie pubbliche, i progetti finanziabili, ma non utilmente collocati nella graduatoria definitiva, di cui all'articolo 15 del presente Avviso, in base alla dotazione finanziaria disponibile, potranno essere finanziati nel rispetto delle disposizioni di cui all'articolo 15.

Art. 7 – Beneficiari

Possono presentare domanda le piccole e medie imprese industriali che esercitano un'attività diretta alla produzione di beni e/o servizi, con almeno 10 dipendenti. Inoltre, possono presentare domanda, purché rientrino nella classificazione di piccole e medie imprese:

- i consorzi di ricerca fra imprese industriali con almeno 5 dipendenti;
- le reti di impresa, composte da almeno 3 imprese industriali, operanti nelle attività di ricerca e sviluppo;
- i centri di ricerca con almeno 5 dipendenti.

Possono presentare domanda le imprese che esercitano un'attività economica identificata nelle seguenti sezioni della "Classificazione delle attività economiche ATECO ISTAT 2007":

- sezione C (attività manifatturiere) con esclusione delle categorie 12, 19;
- sezione J (servizi di informazione e comunicazione) limitatamente alle categorie 58, 59, 61, 62 e alle classi 63.11 e 63.12;
- sezione M (attività professionali, scientifiche e tecniche) limitatamente alle classi 71.2 e 72.1;
- sezione Q (sanità e assistenza sociale) limitatamente alla categoria 86.

Le imprese possono presentare domanda individualmente o in forma congiunta attraverso espliciti accordi di collaborazione, formalizzati o da formalizzarsi, mediante:

- raggruppamenti temporanei di imprese;
- contratti di rete;
- altri contratti di collaborazione previsti dall'Unione europea.

Una maggiorazione percentuale dell'intensità di aiuto, ai sensi dell'art. 9 del presente Bando, verrà assegnata alle imprese che presentano domanda in forma congiunta.

Le imprese devono avere unità produttiva nel territorio valdostano.

Potranno altresì beneficiare delle agevolazioni del presente Bando le imprese – in ogni caso all'interno dell'Unione Europea – situate al di fuori del territorio valdostano (unità produttive del proponente principale e/o altri proponenti in partenariato), purché tali partecipazioni risultino strategiche per l'intervento e a condizione di non poter reperire (fornendone dimostrazione) le specifiche competenze in ambito regionale.

In tutti i casi le ricadute del progetto devono produrre effetti positivi all'interno dell'area valdostana.

La partecipazione di imprese situate fuori Regione è riconosciuta purché il contributo destinato alle attività svolte al di fuori della Valle d'Aosta non superi il limite del 15% del contributo totale ammissibile per il progetto, ai sensi dell'art. 70 del Regolamento (UE) 1303/2013, ed è riservata alle imprese piemontesi in virtù dell'Accordo tra la Valle d'Aosta e il Piemonte, mediante il quale le due regioni hanno deciso di collaborare nell'ambito della ricerca, dell'innovazione e del trasferimento tecnologico.

Il numero di dipendenti dell'impresa corrisponde al numero di unità lavorative/anno (ULA). I richiedenti, sia in forma singola che congiunta, devono possedere il requisito del numero minimo dei dipendenti prima della presentazione della domanda e dovranno mantenerlo per tutta la durata del progetto.

I richiedenti devono:

- a. essere iscritti al Registro delle imprese e devono essere attivi al momento della presentazione della domanda;
- b. avere un'unità produttiva sul territorio regionale al momento della liquidazione, anche parziale, del contributo.
Nell'unità produttiva regionale dovrà essere esercitata un'attività economica, rientrante fra quelle sopra indicate.
- c. soddisfare, al momento di presentazione della domanda, il seguente parametro di capacità economico-finanziaria:
 - patrimonio netto $>$ (costo progetto di ricerca – contributo pubblico)/2, per le medie imprese,
 - patrimonio netto $>$ (costo progetto ricerca – contributo pubblico)/3, per le piccole imprese.

Per quanto riguarda il requisito di cui al comma c) si applicano le seguenti disposizioni.

Nel caso in cui il soggetto stia svolgendo altri progetti di ricerca finanziati con risorse pubbliche, gli importi di cui sopra devono intendersi cumulativi.

Il parametro viene calcolato ponderando il costo del progetto e del contributo pubblico in relazione allo stato di avanzamento del progetto stesso.

Per patrimonio netto si intende quello risultante dall'ultimo bilancio approvato. Per la determinazione del patrimonio netto potranno essere considerati:

- gli aumenti di capitale, rispetto al capitale risultante dall'ultimo bilancio approvato, che risultino deliberati e versati al momento della presentazione della domanda,
- i conferimenti dei soci, in conto futuro aumento di capitale sociale, rispetto a quello risultante dall'ultimo bilancio approvato, che risultino deliberati e versati al momento della presentazione della domanda.

Per i soggetti di nuova costituzione, il parametro di cui sopra deve essere riferito ad un periodo almeno semestrale, risultante dalla revisione contabile del periodo fiscale corrente, come certificato da un revisore legale dei conti esterno.

Nel caso di progetti presentati in collaborazione, il parametro deve essere rispettato da tutti i soggetti partecipanti in proporzione alla quota di contributo richiesto.

I richiedenti devono, inoltre, risultare in possesso, pena la non ammissibilità della proposta progettuale, dei seguenti ulteriori requisiti:

- a. non trovarsi nelle condizioni che non consentono la concessione delle agevolazioni ai sensi della normativa antimafia (D.Lgs. n. 159/2011);
- b. non essere stati destinatari, nei 3 anni precedenti la data di presentazione della domanda di cui al presente Bando, di provvedimenti di revoca di agevolazioni pubbliche causati da circostanze aventi natura penale imputabili a comportamenti fraudolenti dei richiedenti;
- c. non avere un legale rappresentante nei cui confronti è stata pronunciata sentenza passata in giudicato o è stato emesso decreto penale di condanna divenuto irrevocabile o sentenza di applicazione della pena su richiesta, ai sensi dell'art. 444 c.p.p. per reati gravi in danno dello Stato o della Comunità che incidono sulla moralità professionale;
- d. non avere un legale rappresentante che ha riportato negli ultimi due anni, oppure cinque anni nei casi di recidiva, condanne per i delitti di cui al primo comma dell'art. 603 ter del codice penale;
- e. essere in regola con gli obblighi relativi al pagamento delle imposte, della tasse e dei contributi previdenziali e assistenziali a favore dei lavoratori;
- f. essere in regola con gli obblighi dei contratti collettivi di lavoro e rispetto delle norme dell'ordinamento giuridico italiano in materia di:

- prevenzione degli infortuni sui luoghi di lavoro e delle malattie professionali;
 - salute e sicurezza sui luoghi di lavoro;
 - inserimento dei disabili;
 - pari opportunità;
 - contrasto del lavoro irregolare e riposo giornaliero e settimanale;
- g. essere nel pieno e libero esercizio dei propri diritti, non essere in liquidazione volontaria e non essere sottoposti a procedure concorsuali;
- h. essere in regola con il pagamento dei canoni di locazione e degli oneri accessori relativi agli immobili di proprietà regionale o di società controllate dalla Regione, in loro godimento;
- i. non trovarsi in condizioni tali da risultare un'impresa in difficoltà così come definita dagli Orientamenti comunitari secondo la definizione di cui all'articolo 2, paragrafo 18), del reg. (UE) n. 651/2014;
- j. aver rimborsato le agevolazioni regionali godute per le quali è stata disposta la revoca e la conseguente restituzione, tra cui i contributi concessi ai sensi della l.r. 84/1993 e successivamente revocati;
- k. non partecipare al progetto in qualità di partner e, contemporaneamente, in qualità di fornitore di ricerca contrattuale;
- l. non essere associato o collegato con altro soggetto richiedente l'aiuto, secondo la nozione di associazione e collegamento prevista dalla Raccomandazione 2003/361/CE.

Art. 8 – Progetti in collaborazione

Per progetto in collaborazione si intende un progetto in cui almeno 2 partner partecipano alla concezione del progetto, collaborano alla sua attuazione e ne condividono i rischi ed i risultati.

In questo caso tutti i soggetti che partecipano al progetto presentato devono possedere i requisiti di cui all'articolo 7.

I richiedenti devono individuare nel progetto il soggetto capofila, cioè il soggetto partecipante cui compete il ruolo di coordinatore del progetto stesso e della sua attuazione, nonché di referente nei confronti della Regione.

Il soggetto capofila dovrà essere autorizzato in particolare a:

- stipulare, in nome e per conto degli altri partner, tutti gli atti contrattuali necessari per la gestione e l'esecuzione del progetto;
- coordinare la predisposizione di tutta la documentazione richiesta dal Bando e dagli atti ad esso conseguenti e curarne la trasmissione;
- coordinare le attività di rendicontazione in capo a ciascun partner e curarne la trasmissione;
- coordinare i flussi informativi verso l'amministrazione regionale;
- monitorare, in itinere, il rispetto degli impegni assunti da ciascun partner e segnalare tempestivamente eventuali ritardi e/o inadempimenti e/o eventi che possano incidere sulla composizione del partenariato e sulla realizzazione del progetto.

Entro 30 giorni dalla comunicazione dell'ammissione a contributo del progetto dovrà risultare sottoscritto un contratto di collaborazione in una forma prevista dall'Unione europea che definisca gli aspetti sopraindicati e gli aspetti relativi alla proprietà e all'utilizzo dei risultati. L'accordo dovrà, quindi, definire i reciproci diritti e facoltà nascenti dalle conoscenze e dai brevetti sviluppati, prevedendo che i diritti di proprietà intellettuale sui risultati dell'attività di ricerca siano attribuiti ai partner in modo da rispecchiare adeguatamente i loro rispettivi interessi, la partecipazione ai lavori e i contributi al progetto.

Nel caso di raggruppamenti temporanei di imprese, la costituzione del raggruppamento dovrà avvenire

entro 30 giorni dalla comunicazione dell'ammissione a contributo del progetto e l'Atto costitutivo dovrà prevedere espressamente:

- la condivisione della proposta, il consenso e l'impegno a lavorare, congiuntamente, le modalità e i termini della collaborazione;
- l'indicazione di uno dei partner quale soggetto capofila;
- la responsabilità solidale di tutti i partner nei confronti dell'amministrazione regionale per quanto riguarda l'esecuzione del progetto per tutta la durata del procedimento amministrativo di controllo e pagamento;
- l'indicazione del ruolo di ciascun partner nella realizzazione del progetto.

Per quanto riguarda le reti di impresa prive di soggettività giuridiche sono considerati beneficiari tutti i soggetti in possesso dei requisiti di cui all'articolo 7 che partecipano al progetto. Possono far parte dell'aggregazione anche soggetti che non rispettano i requisiti di cui all'articolo 7 (ad es.: imprese con sede all'estero che, però, non potranno essere beneficiari di contributi e pertanto, le spese che dovessero eventualmente sostenere, non saranno ritenute ammissibili a contributo, ma concorreranno alla valutazione del progetto presentato.

Qualora, invece, la rete sia dotata di soggettività giuridica, la stessa sarà considerata beneficiario del contributo.

Il contratto di rete deve essere già stato stipulato al momento della presentazione della domanda di contributo, anche se non ancora iscritto nella sezione del Registro delle imprese presso cui è registrato ciascun partecipante alla rete e copia del contratto di rete dovrà essere prodotta al momento della presentazione della domanda.

Per beneficiare delle maggiorazioni del contributo indicate all'articolo 9, i progetti devono prevedere una collaborazione effettiva.

Si ha collaborazione effettiva nel caso di progetti sviluppati da almeno 2 imprese indipendenti l'una dall'altra, in cui:

- nessuna impresa sostiene da sola più del 70% dei costi ammissibili del progetto di collaborazione;
- il progetto prevede la collaborazione effettiva tra imprese industriali di cui almeno una è una PMI o viene realizzato in almeno due Stati membri, o in uno Stato membro e in una parte contraente dell'accordo SEE (Spazio Economico Europeo).

Il subappalto non è considerato una collaborazione effettiva.

Si ha collaborazione effettiva tra un'impresa, che rientri tra i soggetti beneficiari, e uno o più organismi di ricerca e di diffusione della conoscenza, se tali organismi sostengono almeno il 10 % dei costi ammissibili e hanno il diritto di pubblicare i risultati della propria ricerca.

La collaborazione con un organismo di ricerca deve essere formalizzata mediante la stipula di un contratto precedentemente alla presentazione della domanda di contributo. Tale contratto non può essere modificato durante la realizzazione del progetto.

Nel contratto dovranno essere definite le modalità della collaborazione ed i reciproci diritti e facoltà nascenti dalle conoscenze e dai brevetti sviluppati, prevedendo che i diritti di proprietà intellettuale sui risultati dell'attività di ricerca siano attribuiti ai partner in modo da rispecchiare adeguatamente i loro rispettivi interessi, la partecipazione ai lavori e i contributi al progetto.

PARTE SECONDA

Disposizioni specifiche per i progetti di ricerca

Art. 9 – Caratteristiche degli interventi finanziabili e intensità di finanziamento

I progetti di ricerca industriale e sviluppo sperimentale che saranno finanziati, dovranno riguardare l'ambito Montagna sostenibile, ed in particolare l'area tematica relativa alla salute, della Smart Specialisation Strategy (S3) della Regione autonoma Valle d'Aosta. In particolare, tali progetti dovranno permettere di acquisire rapidamente conoscenze in relazione a potenziali misure diagnostiche,

cliniche e di sanità pubblica, compresi i dispositivi sanitari di protezione individuale, che possono essere utilizzate immediatamente per migliorare la salute dei pazienti, per contenere la diffusione di SARS-CoV-2, per comprendere la patogenesi del COVID-19, consentendone la sua gestione e la sua risoluzione, e che potranno essere utilizzate anche nel caso di nuove emergenze sanitarie.

Gli interventi finanziati dovranno prevedere obbligatoriamente una o più fasi di sviluppo sperimentale. L'output del progetto dovrà, quindi, essere un dimostratore o prototipo funzionante, di tipo fisico o di tipo virtuale, in scala reale con le prestazioni vere, da provare in condizioni pienamente operative.

I progetti dovranno avere un Responsabile scientifico adeguatamente qualificato, che dovrà essere dipendente o collaboratore del capofila e dovrà assicurare una presenza costante alle attività del progetto.

I contributi concedibili ad ogni impresa, determinati applicando ai costi considerati ammissibili le intensità indicate nel presente articolo, non potranno superare i seguenti massimali di importo:

- per le medie imprese: euro 250.000;
- per le piccole imprese: euro 150.000.

Per le imprese insediate nell'area industriale Cogne di Aosta e nell'area industriale di Pont-Saint- Martin, i contributi concedibili ad ogni beneficiario, determinati applicando ai costi considerati ammissibili le intensità indicate nel presente articolo, non potranno superare i seguenti massimali di importo:

- per le medie imprese: euro 300.000;
- per le piccole imprese: euro 180.000.

Si intendono insediate nell'area industriale Cogne di Aosta o nell'area industriale di Pont-Saint- Martin le imprese che nelle medesime aree dispongono dell'unità produttiva valdostana.

L'area industriale Cogne è definita dalla sezione censuaria n. 250 del comune di Aosta.

L'area industriale di Pont-Saint-Martin è l'area ex ILSSA Viola di proprietà di Vallée d'Aoste Structure s.r.l.

La durata dei progetti dovrà essere compresa tra 12 e 18 mesi.

L'intensità di aiuto prevista, relativamente ai costi ammissibili, è la seguente:

- nel caso di progetti presentati da imprese individualmente l'intensità di aiuto prevista, relativamente ai costi ammissibili, è la seguente:

	Medie imprese	Piccole imprese
ricerca industriale	60 %	70 %
sviluppo sperimentale	35 %	45 %
ricerca industriale e sviluppo sperimentale [Modifica quadro temporaneo CE – COVID-19 (2020/C 2215 final)] *	80 %	80 %

- nel caso di progetti presentati da imprese in forma congiunta tra almeno 2 imprese indipendenti o tra un'impresa ed un organismo di ricerca, l'intensità di aiuto prevista, relativamente ai costi ammissibili, è la seguente:

	Medie imprese	Piccole imprese
ricerca industriale	75 %	80 %
sviluppo sperimentale	50 %	60 %
ricerca industriale e sviluppo sperimentale [Modifica quadro temporaneo CE – COVID-19 (2020/C 2215 final)] *	80 %	80 %
ricerca industriale e sviluppo sperimentale in caso di collaborazione transfrontaliera [Modifica quadro temporaneo CE – COVID-19 (2020/C 2215 final)] *	95 %	95 %

* Nota bene: tali intensità di contributo potranno essere applicate, anche retroattivamente, soltanto successivamente ad avvenuta autorizzazione della Commissione europea del regime statale.

Per tutti i progetti, ammessi a finanziamento, la parte prevalente dell'attività di ricerca dovrà essere svolta in Valle d'Aosta e le ricadute, in termini di qualità del sistema della ricerca, di impatto sull'occupazione e di competitività del sistema produttivo dovranno avvenire a favore del territorio regionale.

Art. 10 – Costi ammissibili

Per la realizzazione dei progetti di ricerca e sviluppo potranno essere riconosciute solo le spese effettivamente necessarie per il progetto, sostenute per attività effettuate nel periodo di svolgimento del progetto e, comunque, dopo la presentazione delle domande e dell'avvenuto avvio del progetto.

Il piano economico di ciascun progetto dovrà essere strutturato secondo le seguenti voci di spesa:

- a. personale;
- b. attrezzature e strumenti;
- c. materiali;
- d. consulenze di ricerca;
- e. ricerca contrattuale, competenze tecniche e brevetti;
- f. spese generali supplementari derivanti dal progetto.

Le spese per le attività di ricerca industriale e quelle per le attività di sviluppo sperimentale dovranno essere rilevate separatamente.

Pertanto il soggetto beneficiario dovrà adoperarsi per tenere separate le spese delle due tipologie di attività. Qualora le spese non siano tenute separate, il contributo sarà erogato con l'intensità di aiuto prevista per lo sviluppo sperimentale.

L'erogazione del contributo verrà effettuata dalla Finaosta S.p.A. (società finanziaria regionale).

Sono considerate ammissibili le voci di spesa sotto indicate, purché strettamente riferibili ai progetti di ricerca finanziati. I consulenti tecnici e la società Finaosta S.p.A. avranno la possibilità di valutarne la congruità e la pertinenza in base alla documentazione e alle realizzazioni disponibili.

Saranno ammesse a finanziamento soltanto le fatture quietanzate, intestate al soggetto beneficiario, o documenti contabili di valore probatorio equivalente, corredate della documentazione attestante l'avvenuto pagamento, del CUP di Progetto e della de-

scrizione dei beni e dei servizi acquisiti, i quali devono essere chiaramente riconducibili alle voci di spesa di Progetto.

In relazione ai pagamenti, i beneficiari dovranno rispettare il disposto dell'articolo 3 della legge 136 del 2010 e s.m.i. al fine di escludere l'utilizzo dei contanti e garantire la tracciabilità dei pagamenti che vengono effettuati.

Saranno esclusi gli importi non pagati con tali modalità ed, in particolare, gli importi regolati per contanti o mediante cessione di beni o compensazione di qualsiasi genere tra il beneficiario ed il fornitore.

Nel caso di consulenze o prestazioni affidate a soggetti che abbiano rapporti di cointeressenza con il soggetto beneficiario (imprese associate o imprese collegate), il soggetto beneficiario sarà tenuto a far rispettare a detti soggetti i criteri di imputazione e determinazione dei costi di cui al presente bando. In particolare, in fase di rendicontazione, il beneficiario è tenuto a presentare, oltre alle fatture e agli altri titoli di spesa debitamente quietanzati, relativi alle consulenze e/o alle prestazioni realizzate dal "soggetto collegato", anche il rendiconto del "soggetto collegato". In caso di discordanza tra gli importi risultanti dalle fatture e dal rendiconto, sarà considerato ammissibile il minore tra quello indicato in fattura al netto dell'I.V.A., o in altra documentazione ritenuta equipollente, e quello risultante dall'applicazione dei presenti criteri, presente nel rendiconto.

Per i pagamenti effettuati in valuta diversa dall'euro, il controvalore sarà determinato sulla base del tasso di cambio relativo al giorno di effettivo pagamento. Resteranno esclusi dall'agevolazione gli oneri per spese e commissioni bancarie.

I contributi saranno concessi ed erogati a fronte delle spese sostenute per le seguenti voci di spesa.

a) Personale.

Saranno ammesse a contributo soltanto le spese relative al personale dipendente e distaccato del soggetto beneficiario impegnato nelle attività di ricerca e/o sviluppo, in possesso di adeguata qualificazione.

La spesa del personale deve essere esposta utilizzando l'unità di costi standard pari a € 30/ora.

Le ore rendicontabili sono quelle ordinarie, al netto di eventuali straordinari, nella misura massima di 1.720 all'anno.

b) Attrezzature e strumenti.

Non saranno ammesse a contributo le spese relative all'acquisizione di impianti generali, mobili e arredi.

Non saranno ammesse a contributo attrezzature e strumenti già esistenti nell'azienda alla data di decorrenza dell'ammissibilità dei costi.

Le spese, ammissibili a finanziamento, per l'acquisizione delle attrezzature e degli strumenti nuovi saranno determinate secondo i seguenti criteri:

- per le attrezzature e gli strumenti da utilizzare esclusivamente per il progetto, in base all'ammontare della fattura al netto dell'I.V.A., ma compresi dazi doganali, trasporto, imballo ed eventuale montaggio e con esclusione di qualsiasi ricarico per spese generali, rapportato al periodo di utilizzo rispetto al periodo di ammortamento del bene (normalmente si farà riferimento ad un periodo pari a 36 mesi per le apparecchiature di elaborazione dati, HD e SW e pari a 60 mesi per gli altri cespiti);
- per le attrezzature e gli strumenti il cui uso sia necessario ma non esclusivo per il progetto, il costo relativo, da calcolare come indicato al punto precedente, sarà ammesso all'agevolazione in parte proporzionale all'uso effettivo per il progetto.

Sarà ammessa a contributo la spesa per l'acquisizione del software applicato alle attrezzature e agli strumenti da utilizzare nella ricerca e/o sviluppo. Non saranno ammessi i software generici quali, ad esempio, software di videoscrittura, per elaborazione dati, gestionali (vedasi punto e).

c) Materiali.

Saranno ammessi a contributo i materiali per la ricerca e/o sviluppo (materie prime, componenti, semilavorati, materiali di consumo specifico) impiegati esclusivamente per lo svolgimento del progetto direttamente dal gruppo di ricerca. Dovrà essere prodotta idonea documentazione che evidenzi l'utilizzo del materiale presso l'unità produttiva locale.

In caso di acquisto all'estero, la spesa ammessa a contributo sarà determinata in base all'ammontare della fattura al netto dell'I.V.A., ma compresi dazi doganali, trasporto e imballo e con esclusione di qualsiasi ricarico per spese generali.

Non rientrano nella voce materiali per la ricerca i costi dei materiali minuti necessari per la funzionalità operativa quali, ad

esempio: attrezzi di lavoro, minuteria metallica ed elettrica, articoli per la protezione del personale, carta per stampanti.

d) Consulenze di ricerca.

Le spese relative alle consulenze di ricerca potranno comprendere:

- le consulenze con contenuto di ricerca affidate a terzi, siano esse affidate a soggetti di Stati membri dell'Unione europea o extracomunitari.
Le spese relative a consulenze affidate a soggetti di Stati non appartenenti all'Unione europea saranno ammesse a contributo con le percentuali normali di intervento soltanto qualora si dimostri l'impossibilità, nel breve periodo, di svolgerle nell'Unione europea.
In caso contrario saranno ammesse a contributo con una percentuale di intervento che non può eccedere la metà della percentuale ordinaria.
Gli incarichi relativi alle consulenze con contenuto di ricerca dovranno risultare da apposita documentazione da cui sia possibile desumere le attività da svolgere, le modalità di esecuzione e il compenso attribuibile al progetto;
- le prestazioni di personale con contratti di lavoro autonomo, di lavoro autonomo parasubordinato, occasionali.
Il contratto dovrà contenere l'indicazione della durata dell'incarico, della remunerazione e di eventuali maggiorazioni per diarie e spese, delle attività da svolgere e delle modalità di esecuzione.
Il costo delle consulenze di ricerca affidate a imprese associate o collegate non dovrà superare il 20% del costo complessivo del progetto di ricerca ammesso a contributo, nel rispetto del limite di spesa complessiva ammessa al di fuori del territorio regionale.
Non saranno ammissibili le spese per consulenze esterne svolte da persone fisiche, in regime di attività autonoma, che detengano, anche in forma indiretta, partecipazioni qualificate al capitale sociale della società beneficiaria.
Le spese relative alle consulenze di ricerca saranno determinate in base all'ammontare delle fatture al netto dell'I.V.A. o di altra documentazione ritenuta equipollente.
Le consulenze relative ad analisi e ricerche di mercato non sono ammesse a finanziamento.

e) Ricerca contrattuale, competenze tecniche e brevetti.

La ricerca contrattuale consiste nella realizzazione di una parte del progetto da parte di un organismo di ricerca, che fornisce un servizio contro il versamento di una remunerazione appropriata.

L'organismo di ricerca fornisce il servizio di ricerca o la ricerca contrattuale al prezzo di mercato, oppure, in assenza di prezzo di mercato, l'organismo di ricerca fornisce il servizio di ricerca o ricerca contrattuale a un prezzo che:

- rispecchia la totalità dei costi del servizio e generalmente include un margine stabilito con riferimento a quelli comunemente applicati dalle imprese operanti nel settore del servizio in questione, oppure
- è il risultato di negoziati svoltisi alle normali condizioni di mercato durante i quali l'organismo di ricerca o l'infrastruttura di ricerca, nella loro capacità di prestatore di servizi, tratta per ottenere il massimo beneficio economico all'atto della stipula del contratto e coprono almeno i costi marginali.

Le spese per l'acquisizione di licenze d'uso di software specifico per la ricerca saranno determinate in base all'ammontare delle fatture al netto dell'I.V.A. o di altra documentazione ritenuta equipollente.

Le spese per l'acquisizione di brevetti e diritti di utilizzazione di opere dell'ingegno, purché siano funzionali alla realizzazione del progetto di ricerca, saranno determinate in base all'ammontare delle fatture al netto dell'I.V.A. o di altra documentazione ritenuta equipollente.

L'acquisizione dovrà avvenire da fonti esterne a prezzi di mercato, nell'ambito di operazioni effettuate alle normali condizioni di mercato e che non comportino elementi di collusione.

Per i beni immateriali il cui uso sia necessario ma non esclusivo per il progetto di ricerca, il costo relativo, da calcolare come indicato ai paragrafi precedenti, sarà ammesso all'agevolazione in parte proporzionale all'uso effettivo per il progetto.

Saranno ammesse le spese per le consulenze in merito alla novità e originalità dei brevetti per il relativo deposito e per la preparazione e deposito di domande di registrazione, mentre non saranno ammessi gli oneri per la protezione brevettuale.

f) Spese generali supplementari derivanti dal progetto.

Le spese generali sono determinate forfettariamente nella misura pari al 25% della spesa complessiva ammessa a contributo per

il personale dipendente impegnato nella realizzazione del progetto.
Non è necessario produrre documenti giustificativi.

PARTE TERZA
Disposizioni procedurali

Art. 11 – Presentazione delle domande di contributo

Le domande di contributo devono essere presentate online sul sistema informativo SISPREG2014, accessibile al seguente indirizzo www.regione.vda.it/europa/SISPREG2014/default_i.aspx utilizzando l'apposito formulario, *entro le ore 14,00 di venerdì 5 giugno 2020*.

Per qualsiasi richiesta di assistenza tecnica nell'utilizzo del sistema informativo è possibile chiamare il numero verde 800 610 061, attivo dal lunedì al venerdì, dalle ore 8.30 alle ore 17.30, oppure inviare una e-mail a infoservizi@regione.vda.it

Per informazioni di carattere tecnico, anche finalizzate alla corretta predisposizione della domanda, è possibile chiedere chiarimenti agli uffici dell'Assessorato finanze, attività produttive e artigianato – Struttura ricerca, innovazione, internazionalizzazione e qualità - Piazza della Repubblica, 15 – Aosta (e-mail: g.dandrea@regione.vda.it e f.clermont@regione.vda.it).

Omissis

N.d.r: *(La traduzione del presente bando sarà pubblicata successivamente)*.
